

Office International de l'Eau

LES NOUVELLES

N°7

3ème TRIMESTRE 1995

EDITION FRANÇAISE

SOMMAIRE



ACTUALITÉS NATIONALES



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'OIEAU

ÉLECTION DU NOUVEAU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'Assemblée Générale Ordinaire de l'OIEau s'est réunie le 8 mars 1995 à Paris et a élu ou renouvelé pour un mandat de 3 ans les nouveaux membres du Conseil d'Administration et du Bureau :

Président :
M. RENARD (Conseil Général du GREF et Agence de l'Eau Artois-Picardie)

Présidents d'honneur :
MM. TORRE (Ancien Ministre, Sénateur, Président du Conseil Général de l'Ardèche et du Comité de Bassin Rhône-Méditerranée-Corse), CHERET et DELAY, respectivement Anciens Présidents du CEFIGRE et de la Fondation de l'Eau

Vice-Présidents :
MM. HADLER (WRC/Grande Bretagne), MARTINEZ MATINEZ (CEDEX / Espagne), GUERRERO VILLALOBOS (CNA/Mexique), COLLIOT (SAUR), DEJOIE (Assemblée des Présidents de Conseils Généraux), GRANGE (Conseil Général des Ponts et Chaussées/Agence de l'Eau Loire-Bretagne) et SAUNIER (SAFEGE/Lyonnaise des Eaux).

Trésoriers :
MM. FUNKEN (Pont-A-Mousson / CISE) et HERISSON (Sénateur / Association des Maires de France)

Secrétaires :
MM. EL-HABR (PNUE) et ROSSI (Compagnie Générale des Eaux)

Autres membres du Bureau :
MM. GAUDRIOT (Chambre des Ingénieurs Conseils), GUILHAUDIN (CNR), MECLOT (EDF) et MOINET (FNCCR) ainsi que les représentants de l'UADE (Afrique), ACQUA (Brézil), APELE ROMANE (Roumanie), l'ONEP (Maroc), l'OVF (Hongrie) parmi les Membres Associés Internationaux.

Autres membres du Conseil d'Administration :
Les Agences de l'Eau Adour-Garonne, Rhin-Meuse, Rhône-Méditerranée-Corse, Seine-Normandie, le NAN.C.I.E., les Régions Limousin et Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Alpes-Maritimes ainsi que la BERD, la Commission Européenne (DG XI) et la GTZ (Deutsche Gesellschaft Für Technische Zusammenarbeit).

LE CONSEIL SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (CST) DE L'OIEAU

L'Assemblée plénière du CST a été accueillie le 4 avril 1995 à Nancy par le NAN.C.I.E. et a réuni plus de soixante-dix participants français et une douzaine de représentants étrangers.

Le thème abordé cette année était celui des réseaux internationaux de coopération scientifique et technique. Cette journée a permis la présentation des réseaux européens (TECHWARE, DG XI, Agence Européenne de l'Environnement, EURAQUA) et internationaux (Réseau International des Organismes de Bassin, IPTRID dans le domaine de l'irrigation et du drainage, coopération décentralisée, Réseau Méditerranéen de l'Eau) et un riche échange d'informations mais aussi de points de vue et d'expériences.

La journée s'est déroulée sous la forme de deux tables rondes animées l'une par le Professeur Jean CASE, Président du Conseil Scientifique du NAN.C.I.E., l'autre par Monsieur Yves LE BARS, Président du Conseil Scientifique et Technique de l'Office International de l'Eau et Directeur Général du CEMAGREF.

Monsieur Pierre ROUSSEL, Directeur Adjoint de l'Eau au Ministère de l'Environnement, en a tiré les conclusions.

La Commission “Aménagement et gestion intégrés des bassins versants” s'est réunie le 20 juin sous la présidence de M. Claude LEFROU, Directeur au BRGM, pour une journée d'échanges d'informations. Elle a donné lieu à la présentation de l'état d'avancement des programmes d'études :
- du Service de la Recherche et des Affaires Economiques du Ministère de l'Environnement,
- du GIP-Hydrosystèmes,
- ainsi que sur le 4ème Programme d'études inter-Agences (1992-1996) et ses nouvelles orientations et en particulier ses thèmes C “Connaissance et caractérisation des milieux aquatiques” et D “Gestion globale des milieux aquatiques - Mise en oeuvre des SAGE”.

Les membres de la Commission ont confirmé leur vif intérêt pour ce type de prestation qui leur permet de rencontrer l'ensemble des interlocuteurs impliqués dans des travaux sur des thèmes communs.

PROGRAMME ENVIRONNEMENT - DÉTERGENTS

Les Ministères de l'Environnement et de la Recherche, en liaison avec les milieux universitaires, scientifiques et professionnels, ont décidé, à la suite des controverses concernant l'impact des composants des lessives sur l'environnement, de lancer un important programme triennal de recherche intitulé “Environnement-Détergents”.

Ce programme de recherche vise un triple objectif :

- évaluer l'impact de tous les produits de lavage domestique sur les milieux naturels grâce notamment à une meilleure connaissance des mécanismes d'eutrophisation,
- examiner les études d'impact sur l'environnement réalisées par les industriels de la lessive préalablement à la mise sur le marché de nouvelles formulations,
- mettre au point une méthodologie reconnue et fiable de normalisation des tests permettant d'apprécier l'impact des lessives sur l'environnement.

La convention de recherche correspondante a été signée le 21 avril 1994.

Pour la première année d'application de cette convention, la contribution des différents partenaires financiers s'élève à 6,7 millions de francs dont les deux tiers proviennent des Ministères de l'Environnement et de la Recherche et le solde des partenaires privés (Association des Industries des Savons et des Détergents, Union des Industries Chimiques, Compagnie Générale des Eaux, Compagnie de Service et d'Environnement - Lyonnaise des Eaux - Société d'Aménagement Urbain et Rural).

L'Office International de l'Eau est chargé d'assurer la cohérence scientifique, technique et financière du programme. A ce titre, il doit notamment collecter les contributions financières des différents partenaires - privés ou publics - et assurer le conventionnement des laboratoires chargés de procéder aux recherches en fonction des orientations arrêtées par un comité de coordination scientifique.

Ces laboratoires relèvent d'Universités, par exemple Paris VI, Metz ou Rouen I, d'établissements publics tels que l'INERIS ou le CEMAGREF ou des sociétés distributrices d'eau ou de bureaux d'études, Beture Setame par exemple.

Les premiers résultats des recherches ainsi entreprises seront disponibles au second semestre de 1995.

EVALUATION DE PROJETS

Eau potable en Guyane

A la demande de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de Guyane et des mairies de Saint Georges de l'Oyapock et de Mana, deux ingénieurs de l'OIEau ont assuré du 2 au 9 avril 95, une mission d'expertise sur site sur les installations de potabilisation.

L'objectif était d'apporter des solutions techniques pertinentes dans le cadre de 2 projets de réhabilitation d'usines de traitement d'eau potable sur des petites communes, compte tenu de la qualité de l'eau locale et des contraintes techniques liées aux sites. En effet, l'eau distribuée ne répond pas encore complètement aux exigences de la réglementation (aluminium, THM, ...).

Ile de La Réunion

Audit du projet de transfert des eaux de Mafate et Salazie

Le Conseil Général du Département de La Réunion a désigné, après appel d'offres, l'Office International de l'Eau pour réaliser l'audit du projet de transfert d'eau à partir des cirques de Mafate et Salazie, de l'est de l'île vers la côte ouest.

Ce projet vise à transférer en année moyenne 141 millions de m^3 d'eau d'est en ouest, afin de permettre l'irrigation à terme de 8 650 hectares et l'alimentation en eau potable des villes de La Possession, Le Port, Saint-Paul, Trois-Bassins et Saint-Leu.

Le coût estimatif 1991 du projet était de 1,959 milliards de FF., programmé au titre du Plan de Développement Régional.

La mission des experts internationaux de l'OIEau, composée de MM. DONZIER, Directeur Général de l'Office, DESPAS, Ingénieur Général du GREF et LAZENBY - Sir GIBB and Partners, s'est rendue à La Réunion du 19 au 30 juin 1995 pour étudier le dossier et rencontrer l'ensemble des organismes réunionnais concernés à quelque titre que ce soit par le projet.

Le rapport de mission sera remis fin août et présenté le 13 septembre 1995 devant la Commission “ad hoc” du Conseil Général qui disposera ainsi d'un avis “extérieur et indépendant” pour l'éclairer sur les décisions à prendre pour la suite du projet.

IVème PROGRAMME D'ETUDES INTER-AGENCES

Le Directeur de l'Eau et les Directeurs des six Agences de l'Eau ont décidé d'actualiser les priorités du IVème Programme des Etudes inter-Agences selon quatre orientations principales :

1. maîtriser l'eau dans la ville,
2. gérer les bassins versants et préserver les milieux aquatiques,
3. dépenser de manière pertinente,
4. prendre en compte l'aspect international.

Dix thèmes principaux ont été retenus en tenant compte de ces priorités :

A Réseaux d'assainissement et dépollution par temps de pluie
Agences pilotes : Rhin-Meuse et Seine-Normandie

B Epuration des eaux résiduaires urbaines
Agence pilote : Loire-Bretagne

C Connaissance et caractérisation du fonctionnement des milieux aquatiques
Agence pilote : Rhône-Méditerranée-Corse

D Gestion globale des milieux aquatiques
Mise en oeuvre des SDAGE et des SAGE
Agence pilote : Adour-Garonne

E Ecotoxicologie
Agence pilote : Rhin-Meuse

F Pollutions accidentelles
Agence pilote : Rhin-Meuse

G Eau et Agriculture
Agence pilote : Artois-Picardie

H Economie et sociologie de l'Eau
Agence pilote : Seine-Normandie

I Déchets et transferts de pollution
Agence pilote : Rhin-Meuse

K Santé publique et distribution d'eau potable
Agence pilote : Adour-Garonne

La maîtrise d'ouvrage du IVème Programme est assurée par un Comité de Direction réunissant le Directeur de l'Eau et les six Directeurs d'Agences de l'Eau.

Les Directeurs ont chargé l'Office International de l'Eau d'une mission d'assistance à la mise en oeuvre de ce Programme en tant que force d'expertise, d'évaluation et de proposition.

La maîtrise d'oeuvre du Programme est assurée par un Comité Exécutif composé d'un représentant de la mission inter-Agences et de 6 "Directeurs de projets" désignés par les Agences.

Un groupe de Valorisation constitué des chargés de communication des 6 Agences et de la Direction de l'Eau est chargé de l'élaboration de la stratégie globale de communication inter-Agences et de proposer les actions de valorisation des études du Programme.

Du mois de janvier au mois de juin 1995, le Comité Exécutif a approuvé le lancement de 24 nouvelles études dans le cadre du IVème Programme ainsi réactualisé.

Contact :
M. Philippe GUETTIER
Ministère de l'Environnement
Direction de l'Eau
Tél. : (1) 42 19 20 21
Fax : (1) 42 19 12 35

INVENTAIRE NATIONAL DES ÉTUDES ET RECHERCHES EN COURS

Jusqu'ici, du fait du grand nombre de donneurs d'ordres ou de prestataires, il était difficile d'avoir une vue synthétique des efforts publics et privés d'études et de recherches en France.

A la fin du premier semestre 1995, 1573 études ou titres de recherche ont été répertoriées par l'Office International de lEau après enquête auprès de l'ensemble des organismes français concernés et de la commission européenne (DG XI et XII). 1040 études ont déjà fait l'objet d'une fiche d'information individuelle détaillée.

650 premières fiches seront directement accessibles par MINITEL sur le 36-17 ou le 36-14 EAUDOC dès le 2ème semestre 1995.

L'OIEau est aussi en mesure de réaliser une recherche par thèmes ou par programme d'études (ex. : EUREKA, ...) sur son nouveau fichier à la demande.

Contact :
Nicole TREILLARD
OIEau
Direction de la Documentation et des Données
Rue Edouard Chamberland
87065 LIMOGES
Tél : (33) 55.11.47.80
Fax : (33) 55.77.72.24

ENQUÊTE SUR LES BESOINS D'ÉTUDES ET DE CONNAISSANCES NOUVELLES

L'OIEau a conduit une enquête sur les priorités des élus locaux et de la communauté professionnelle en matière de thèmes d'études et de recherche sur la gestion de l'eau.

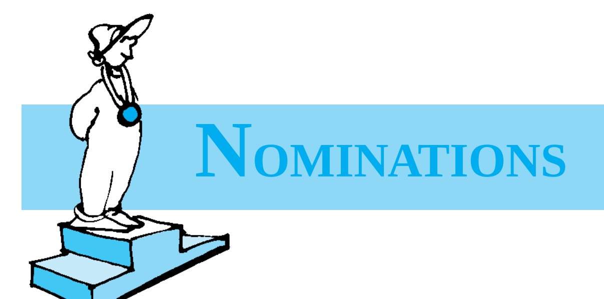
Celle-ci s'est fondée sur les réponses à un questionnaire portant à la fois sur les domaines techniques, économiques et financiers, mais aussi administratifs et juridiques, qui a été adressé à un panel représentatif :

- de collectivités locales (communes, syndicats de communes, conseils généraux, conseils régionaux)
- de services territoriaux de l'Etat (DRAF et DDAF, DIREN, DRE et DDE, DRIRE et DDASS)
- de bureaux d'études et d'organismes professionnels.

Les 200 réponses reçues ont montré que les thèmes prioritaires les plus largement souhaités sont :

- la connaissance, la caractérisation de la qualité et la mobilisation des ressources en eau
- l'assainissement (techniques d'épuration, assainissement et dépollution de temps de pluie, l'utilisation des boues des stations d'épuration)
- le traitement de l'eau potable
- le prix de l'eau
- la gestion financière des services municipaux
- l'intauration des périmètres de protection.

Cette enquête permettra de fournir aux organismes prescripteurs d'études ou de programmes de recherches, des informations sur les attentes des différents partenaires publics ou privés intervenant dans tous les différents secteurs de la gestion de l'eau.



NOMINATIONS

DIRECTION DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

M. Alain BERNARD

Ingénieur de l'Industrie et des Mines, a rejoint la Division Bassins Versants. Il a travaillé précédemment en DRIRE (Direction Régionale de l'Industrie, Recherche et Environnement) et à l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, où il s'occupait plus spécialement des pollutions industrielles.

M. Jean-Paul LECOMTE

Ingénieur des Travaux Publics de l'Etat, a été nommé Chef de la Division "Services urbains d'eau potable et d'assainissement". Conseiller à l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne auprès des collectivités locales, il s'occupait notamment des domaines de la gestion de services municipaux.

M. François HARAMBAT

Ingénieur diplômé de l'Institut National Agronomique - Paris - Grignon est chargé du programme de coopération avec le Kenya. Il s'était occupé d'un projet de développement au Burundi avant de rejoindre l'Ambassade de France en Hongrie.

DIRECTION DE LA DOCUMENTATION ET DES DONNÉES

M. David FARINA

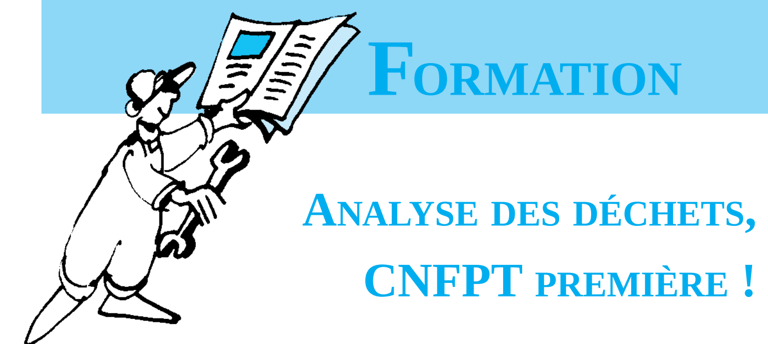
Ingénieur INSA, est venu compléter l'équipe du Réseau National des Données sur l'Eau (RNDE). Il prend en charge l'ensemble des tâches d'exploitation informatique de la Banque Nationale des Données sur l'Eau (BNDE).

M. Jean-Claude NOËL

Ingénieur chimiste et Docteur ès-science, a rejoint l'OIEau en tant que délégué auprès du Centre Thématique pour les Eaux Continentales de l'Agence Européenne de l'Environnement. Basé au Water Research Center près de Londres, il assure le suivi des tâches menées par l'OIEau dans le cadre du Centre Thématique. Il a auparavant exercé ses responsabilités au sein de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

Melle Jennifer LEONARD

Diplômée des Universités d'Oxford et Newcastle. Avec l'appui technique de l'IFEN, elle participe à l'élaboration d'un inventaire environnemental des grands lacs réservoirs européens réalisé par l'OIEau dans le cadre du programme du Centre Thématique Européen.



ANALYSE DES DÉCHETS, CNFPT PREMIÈRE !

Le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) cherchait à mettre sur pied un stage sur l'analyse des déchets, pour les personnels des laboratoires publics d'analyse des eaux.

La Délégation Limousin du CNFPT a eu l'idée de se tourner vers l'Office International de l'Eau, à la fin de l'année 94.

Il s'en suivit des contacts multiples, documents techniques, lois et normes à digérer, ... et le 10 avril 95 s'ouvre à Limoges la première session test.

Au menu

Législation, modes de gestion des déchets industriels en décharge de classe 1, valorisation des boues de station, méthodes d'échantillonnage, test normalisé de lixiviation, démonstration au Laboratoire Régional d'Analyse des Eaux de la Ville de Limoges, un partenaire de choix !

Nos invités

Laborantins venus de Reims, de l'Oise, de l'Eure, des Côtes d'Armor, de Corrèze et du Limousin.

Au final : essai validé

Une deuxième session est programmée en septembre 1995. Elle durera 3 jours et aura un programme analytique plus étoffé.

Déjà, le CNFPT Limousin engrange des inscriptions pour 1996.

STAGE "AGENT DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL"

ASFO / OIEau

Pour la troisième année consécutive, l'OIEau organise en collaboration avec l'ASFO une formation d'Agents de l'Environnement Industriel. La promotion 1995 compte 10 stagiaires, en Contrat de Qualification, Allocation Formation Reconversion ou Congé Individuel de Formation, qui ont débuté un cycle de 9 mois, dont 3 mois en stage dans une entreprise.

L'objectif est de former ces jeunes gens, de niveau Bac, au métier d'exploitant de systèmes de dépollution tant urbains, qu'industriels. Pour cela, de multiples compétences sont requises. Notamment des sujets aussi variés que l'analyse, le traitement physico-chimique ou biologique des effluents, la débitmétrie, les prélèvements, la maintenance mécanique et électro-mécanique, le traitement des boues résiduaires, le traitement et la gestion des déchets seront abordés.

L'expérience des promotions précédentes nous montre que ce profil charnière entre l'opérateur et l'agent de maîtrise est recherché aussi bien par les industriels que les sociétés fermières.

La prochaine promotion débutera en janvier 96. Cette formation est en cours d'homologation au niveau IV (Bac) auprès du Ministère de la Formation Professionnelle.

En 1993 et 1994, 15 et 12 stagiaires ont déjà suivi avec succès cette formation.

E.N.A. : SÉMINAIRE D'ADMINISTRATION COMPARÉE

Cette année, le séminaire d'administration comparée de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) a porté sur les politiques environnementales dans les pays de l'Union Européenne.

Dans ce cadre, M. DONZIER, Directeur Général de l'Office International de l'Eau a été chargé d'animer, pendant douze semaines, d'avril à juillet, à Strasbourg, les travaux du groupe d'élèves ayant choisi le thème de la gestion des ressources en eau.

Des conférences ont permis des échanges particulièrement intéressants avec MM. LAURENT, Directeur de l'Eau, VERLON, Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse, LOUDIERE, Directeur de l'ENGEES, BARAQUE du LATTS ainsi que MM. NOAIN, Président de la Confédération Hydrographique du Tage en Espagne et MUNZINGER, Docteur à la Direction de l'Environnement du Land de Nordrhein Westfalen en Allemagne.

Les élèves ont également visité plusieurs pays, Grande-Bretagne, Hollande, Scandinavie, Italie, Espagne, Allemagne, où ils ont rencontré les responsables des administrations chargées de l'eau.

Le rapport de ce séminaire, qui devrait donner une vue originale sur la politique française de l'eau comparée à celles des différents pays de l'union Européenne, sera publié cet automne.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Une collaboration exemplaire avec la SCET

L'Office International de l'Eau a été sollicité par la SCET pour participer à un programme de sensibilisation à l'Environnement des agents des Sociétés d'Economie Mixte.

De juin 94 à mai 95, 5 sessions ont été organisées à Vaux en Velin (Rhône-Alpes), à Gemenos (Provence-Alpes-Côte d'Azur), Angers (Pays de la Loire, Bretagne), Pointe à Pître (Antilles Guyane), Limoges (Limousin, Centre). Une sixième session est envisagée dans le Nord-Pas de Calais.

125 personnes ont participé au total à ces journées : Directeurs de SEM et Adjoints chargés d'opération, les directions régionales de la SCET et de la Caisse des Dépôts et Consignations, financeur du programme.

Les sessions comprennent deux modules de deux jours sur les thèmes suivants :

Module n°1 : compétences des collectivités locales dans le domaine de l'environnement, gestion des déchets et friches industrielles.

Module n° 2 : compétences des collectivités locales dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de la gestion des espaces naturels.

C'est sur le second module qu'intervient l'Office International de l'Eau, prenant en charge une journée intitulée "l'Eau et l'Assainissement : un enjeux, un marché" dont les objectifs sont d'une part, de présenter aux stagiaires les enjeux que représentent l'eau et l'assainissement pour les collectivités locales compte tenu de leurs nouvelles responsabilités et d'autre part, d'envisager le positionnement des SEM dans ce contexte.

La matinée est consacrée d'une part, à la présentation des aspects stratégiques du secteur de l'eau : l'organisation institutionnelle, contexte juridique, mécanismes financiers, enjeux économiques à moyen terme, et d'autre part, aux responsabilités des collectivités en matière de distribution d'eau potable, en particulier la mise en place des périmètres de protection.

L'après-midi est dédiée à l'analyse des conséquences de la directive européenne et des textes nationaux relatifs à l'assainissement pour les collectivités locales et à la gestion des services d'eau et d'assainissement.

La journée est clôturée par une discussion sur le positionnement des SEM sur le marché de l'eau et de l'assainissement et l'aide qu'elles peuvent apporter aux collectivités locales dans ce domaine.

Il est envisagé de poursuivre ce programme par l'organisation de stages de formation qui permettront aux stagiaires d'approfondir certains des thèmes qui les concernent très directement dans leur activité traditionnelle.

ELF AQUITAINE PRODUCTION

Sensibilisation à la protection du milieu récepteur

Depuis une dizaine d'années, l'Office International de l'Eau réalise, en direction des opérateurs de fabrication de la Société ELF AQUITAINE PRODUCTION à Lacq, une action de sensibilisation aux impacts que pourrait avoir l'activité de l'usine sur le milieu récepteur en cas d'accidents.

Au rythme de 3 sessions de 2 journées et demie par an, un formateur de l'Office International de l'Eau leur enseigne quelle méthode de travail utiliser au sein de leurs ateliers pour éviter des pollutions accidentelles, et quelle incidence celles-ci pourraient avoir.

En 1995, 3 sessions ont été réalisées en février, juin et octobre.

LABORATOIRE D'ÉPIDÉMIOLOGIE ET D'HYGIÈNE DU MILIEU - RÉUNION

L'Office International de l'Eau a réalisé au mois d'avril dernier, une session de formation d'une semaine à l'intention du personnel de ce laboratoire sur la bactériologie des eaux potables situé à Saint Denis de la Réunion.

Cette formation s'est déroulée en deux temps. Après un rappel des connaissances et une remise à jour des méthodes utilisées, il a été procédé à une présentation des nouvelles normes et méthodes en vigueur ainsi que du nouveau matériel.

Cette session s'inscrit dans le cadre d'un cycle de formation initié en 1994 par un stage sur les analyses physico-chimiques des eaux potables et qui se poursuivra en 1996 par une session ayant trait aux analyses des eaux usées.

GESTION ET MAÎTRISE DES EAUX PLUVIALES

Deux actions pour répondre à ces nouveaux enjeux

FLYGT

Journées "Cercles d'Eau" sur la Maîtrise des Eaux Pluviales.

Face à l'importance des défis soutendus par l'application de la loi sur l'eau, et aux besoins d'information des prescripteurs et des exploitants, la Société FLYGT a organisé une série de journées "Cercles d'Eau" portant sur la Maîtrise des Eaux Pluviales et réparties sur une quinzaine de zones géographiques. Il s'agit de présenter les nouvelles générations d'équipements facilitant les opérations de mélange des eaux polluées stockées et de nettoyage des bassins.

FLYGT a fait appel à l'OIEau pour présenter et discuter les facettes réglementaires, techniques, conceptuelles et pédagogiques requises par cette problématique.

Devant le succès remporté par l'organisation de ces "Cercles d'Eau", ce sont finalement 15 journées qui auront été réalisées sur la période de mars 1995 à juin 1995 réunissant entre 40 et 85 participants par session.

CNFPT

"Réconcilier l'Eau et la Ville" ... Un partenariat efficace avec le CNFPT de Troyes

La conjugaison, depuis 3 décennies environ, d'une augmentation considérable des surfaces réceptrices des eaux pluviales desservies par un réseau d'évacuation, et le raccourcissement associé des temps de concentration des flux, provoque aujourd'hui des inondations plus fréquentes et/ou plus graves. L'évolution historique des cités, qui conduit souvent à disposer de réseaux "en étoile" aggrave encore les difficultés.

Cette problématique qui devient un véritable souci pour les municipalités, a conduit le CNFPT de la région CHAMPAGNE-ARDENNE à développer une action d'information et de formation pour les Directeurs ou Responsables de Services Techniques des collectivités sur les possibilités alternatives de gestion des eaux pluviales, regroupées sous la terminologie de "Solutions compensatoires".

Pour présenter les aspects spécifiques et novateurs de ces solutions, le CNFPT a fait appel à l'OIEau et à des intervenants tels que M. BOURGOGNE, Directeur Adjoint des Services Techniques de la Ville de Bordeaux, qui ont exposé les nombreuses solutions compensatoires réalisées par la Communauté Urbaine, ainsi que les outils réglementaires organisant et facilitant leurs utilisations.

Devant le succès de cette initiative (18 stagiaires à la session de 3 jours réalisée en avril à Troyes, 45 demandes d'inscription), le CNFPT CHAMPAGNE-ARDENNE a décidé de faire figurer cette session dans son catalogue national. Une autre session aura donc lieu en décembre 1995.

CURSUS "EAU ET ASSAINISSEMENT" POUR LA CFSP

A la suite d'une première action de formation engagée en 1994 par la Compagnie Fermière de Service Public (CFSP) (filiale du groupe Compagnie Générale des Eaux) à destination des exploitants de stations d'épuration, l'OIEau, cette année, a bâti une action similaire sur l'eau potable à l'intention des fontainiers.

Il s'agit d'actions de formation de courte durée délocalisées dans les différentes agences de la CFSP (Tours, Le Mans, Dieppe et Bernay). Les thèmes abordés sont le maintien de la qualité de l'eau et la désinfection. Ces actions auront touché environ 120 agents de la CFSP en 1994 et 1995.

L'OIEau va réaliser des formations complémentaires sur "l'Entretien des Réseaux Eaux Usées et Dysfonctionnement des Stations d'Epuration" comme second degré d'un cursus cohérent sur l'assainissement conçu de façon pluriannuelle pour les agents de la CFSP.

LES GÉOMÈTRES SE FORMENT À LA LOI SUR L'EAU

Après plusieurs journées de formation organisées en 1993, l'Atelier de Ruralisme et d'Urbanisme des Géomètres Experts de la Région de Lyon (ARUGEL) a confié à l'OIEau la nouvelle mission en 1995 de former une trentaine de géomètres experts aux nouvelles obligations de déclaration et d'autorisation pour les ouvrages d'assainissement pluvial.

La première journée a permis d'étudier les nouveaux textes et de développer les aspects pratiques de leur application.

La deuxième, plus technique, a abordé la conception, le dimensionnement, la mise en oeuvre des techniques compensatoires pour la gestion des eaux pluviales et plus particulièrement dans le cadre d'aménagement de nouvelles zones résidentielles ou industrielles.

"STRATÉGIE EAU" : 20 STAGES EN 1996 POUR FAIRE LE POINT SUR ...

Présenté à la rubrique R du catalogue des stages "Services Municipaux" de l'OIEau, ce cursus a été spécialement conçu pour répondre aux préoccupations des responsables de projets au sein de collectivités territoriales, services départementaux et bureaux d'études.

8 stages d'une journée étaient déjà proposés en 1995. Ils ont permis de faire le point sur des thèmes précis tels que le nouveau cadre législatif de l'assainissement et sa méthodologie d'approche, la gestion de la procédure de mise en place des périmètres de protection, la sécurité de la distribution de l'eau potable et la gestion des déchets.

Il s'agit d'un outil d'aide à la décision très performant qui, pour chaque thème traité, présente l'évolution juridique, la méthodologie à mettre en oeuvre, les incidences socio-économiques. L'après-midi est en général consacré à l'étude de cas concrets.

Outre les apports de connaissance, c'est dans les échanges entre participants et intervenants que ces journées sont intéressantes. Le public est composé en majeure partie d'agents des services déconcentrés de l'Etat et des collectivités territoriales et de bureaux d'études. Les débats se trouvent ainsi enrichis du point de vue et de l'expérience des participants, et des institutions qu'ils représentent.

A la lumière des premiers stages qui se sont déroulés en 1994, un effort a été fait en 1995 pour multiplier le nombre d'intervenants très qualifiés ou à l'initiative d'une démarche originale : Experts du Ministère de l'Environnement, Présidents de Syndicats Intercommunaux, Directeurs des Services, etc.

Par ailleurs, une des caractéristiques de "Stratégie Eau" est d'évoluer avec la réglementation, pour prendre en compte les nouveaux enjeux.

En 1996, cette rubrique du catalogue présente 20 stages portant notamment sur la gestion de l'assainissement autonome, la maîtrise des eaux pluviales, le télécontrôle des ouvrages, les plans d'assurances qualité ou encore le management environnemental.

Cette méthodologie permet aux participants de choisir un cursus "à la carte" qui doit répondre parfaitement à leurs attentes professionnelles.

LES STAGES "STRATÉGIE EAU" EN 1996

Réf.	Titre	Dates
96.R.01	Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux	les 29/05 ou 01/10/96
96.R.02	Les périmètres de protection des captages	les 30/05 ou 02/10/96
96.R.03	L'aménagement et la gestion des cours d'eau	les 31/05 ou 03/10/96
96.R.04	Le Schéma Directeur d'Assainissement	les 06/02 ou 29/10/96
96.R.05	L'assainissement individuel - Comment le réussir ?	les 07/02 ou 31/10/96
96.R.06	Assainissement Les procédures d'autorisation et de déclaration	les 08/02 ou 31/10/96
96.R.07	Autosurveillance et assainissement Obligations et procédures	les 10/04 ou 30/10/96
96.R.08	Les plans d'assurance qualité Une garantie pour les collectivités	les 11/04 ou 31/10/96
96.R.09	Maîtrise des eaux pluviales et réglementation Enjeux et stratégie	les 14/05 ou 01/10/96
96.R.10	Les solutions compensatoires en assainissement pluvial Une nouvelle approche pour les aménageurs	les 15/05 ou 02/10/96
96.R.11	Réutiliser les eaux usées urbaines en irrigation	le 30/04/96
96.R.12	La sécurité des installations de distribution d'eau potable	les 28/05 ou 28/10/96
96.R.13	La gestion des réseaux de distribution au service de la qualité de l'eau	les 29/05 ou 29/10/96
96.R.14	L'automatisation et le télécontrôle des ouvrages d'alimentation en eau et d'assainissement	le 22/05/96
96.R.15	Usagers, consommateurs et clients - Les attentes Services d'eau et d'assainissement - Les réponses	les 27/02 ou 03/10/96
96.R.16	Informatisation d'un service d'eau et d'assainissement Stratégie et solutions	les 28/02 ou 04/10/96
96.R.17	Suivi et contrôle des activités des services d'eau et d'assainissement	les 29/04/96
96.R.18	Gestion des déchets et qualité de l'eau	les 29/04 ou 15/10/96
96.R.19	Friches industrielles et risques de contamination des eaux souterraines La réhabilitation des sites contaminés	les 30/04 ou 16/10/96
96.R.20	La maîtrise des déchets et des effluents Un pas vers le management environnemental	le 14/11/96

Renseignements : Mme Vilatte - Tél. : 55 11 47 73 - Fax : 55 77 71 15



Elus locaux

Aider à la prise de décision pour une meilleure gestion de l'eau

Depuis trois ans, **l'Office International de l'Eau a développé des outils d'aide à la décision particulièrement adaptés aux besoins d'élus locaux** (Conseillers Généraux, Maires, Présidents de syndicats intercommunaux) pour faciliter leur compréhension de la gestion des services de l'eau, de l'assainissement ou des déchets, notamment en zone rurale.

Avec les élections municipales de 1995 qui ont vu l'arrivée de beaucoup de nouveaux élus, il était nécessaire de renforcer le dispositif dès la rentrée de septembre :

De l'information à la formation

Les élus locaux trouveront désormais auprès de l'OIEau une réponse appropriée à chacun de leur besoin sous des formes très souples :

➨ **"Les journées de l'eau des élus"**

Il s'agit d'actions d'information-sensibilisation décentralisées dans chaque département intéressé.

Ce programme pluriannuel d'aide à la prise de décisions municipales pour une meilleure gestion de l'eau a été développé dans le cadre des conventions pluriannuelles conclues entre le Fond National de Développement des Adductions d'Eau et les Conseils Généraux depuis 3 ans (1993/94/95).

Il s'agit d'une démarche collective des élus d'un département dont l'initiative revient aux Conseils Généraux et aux Associations Départementales des Maires.

Les Départements qui s'engagent dans cette démarche bénéficient d'une subvention du FNDAE (40%) et des Agences de l'Eau (20%).

En trois ans l'Office International de l'Eau a travaillé avec 26 Conseils Généraux avec lesquels il a réalisé 42 sessions thématiques organisées dans 70 arrondissements pour 5033 élus locaux.

Une vingtaine de départements envisagent de réaliser des "Journées de l'Eau des Elus Locaux" avant la fin de l'année 1995 pour permettre aux nouvelles équipes municipales d'être informées rapidement de leurs compétences et responsabilités dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

Le calendrier complet de ces "journées" peut être consulté sur minitel par le 36 17 EAUDOC (2,23F/min) ou en conctatant :

Office International de l'Eau
Mlle Katia BITTNER
53 Rue Royale - 59000 LILLE
Tél. : 20 13 11 86 - Fax : 20 13 11 86

➨ **De nouvelles sessions de formation**

Le catalogue 1995 de formation des élus locaux offre aux élus la possibilité d'approfondir une thématique précise sur une ou deux journées.

Il s'agit d'une démarche individuelle de formation qui s'inscrit dans le cadre de la loi du 3 février 1992 concernant le statut des élus locaux. Cette formation a pour objectif d'aider les élus locaux à mieux exercer leurs nouvelles compétences qui, dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, sont lourdes de conséquences financières tant pour la collectivité que pour les usagers.

Comme l'Office International de l'Eau a été agréé en juillet 1994 par le Ministère de l'Intérieur pour dispenser de telles formations, **les stages peuvent être partiellement pris en charge par les collectivités à la demande des élus intéressés.**

Le catalogue "Elus locaux" 1995 est disponible sur simple appel téléphonique au 55 11 47 73 ou par fax au 55 77 71 15.

Dates et lieux des 8 stages "Elus Locaux" 1995 à l'OIEau

Titre	Lieu	Réf.	Date
La loi sur l'eau et les directives européennes : quelles compétences pour les collectivités territoriales ?	Paris	95.RT.30	14/11/1995
La gestion des services municipaux : méthodologie	Paris	95.RT.31	15-16/11/1995
La délégation de services publics	Paris	95.RT.32	17/11/1995
L'eau, un coût, un prix !	Paris	95.RT.33	21/11/1995
Les ressources en eau : vers une gestion globale et équilibrée	Paris	95.RT.34	22/11/1995
L'assainissement : une approche stratégique	Paris	95.RT.35	23/11/1995
La sécurité de la distribution de l'eau potable : une priorité, une nécessité	Paris	95.RJ.03	8/11/1995
La gestion des déchets ménagers en zone rurale : organisation territoriale - choix d'une filière	Paris	95.RJ.04	28-29/11/1995

Institut pour la Formation des Elus Territoriaux (IFET)

Des stages à la carte

Cinq stages réalisés par l'Office International de l'Eau sont proposé dans le catalogue de formation de l'IFET sur les thèmes suivants :

- l'Eau et l'assainissement : des compétences nouvelles pour les collectivités territoriales.

- La gestion financière des services d'eau et d'assainissement.

- La ressource en eau : la nécessité d'une gestion efficace.

- L'assainissement : une nouvelle approche.

- Sécurité de la distribution d'eau potable.

Ces stages, d'une durée d'une journée sont proposés soit sous forme de regroupement interdépartemental à Paris ou en province, soit dans un département à la demande du Conseil Général.

IFET
6 rue Duguay-Trouin
75006 Paris
Tél. : 45 49 60 20
Fax : 45 49 60 50

Stages à venir

Les stages professionnels de l'OIEau au 4ème trimestre 1995

Titre	Réf.	Date
Maîtrise de la qualité des eaux en cours de distribution	95.B.07	Du 13 au 17/11/95
Recherche de fuites : méthodes traditionnelles (module 2)	95.C.09	Du 28 au 30/11/95
Préparation de l'habilitation à la maintenance des disconnecteurs	95.C.11	Du 13 au 15/11/95
Habilitation à la maintenance des disconnecteurs	95.C.12	Du 04 au 07/12/95
Mettre en oeuvre un système de télégestion : installation paramétrage - liaison avec un Automate Programmable Industriel - maintenance	95.D.01	Du 20 au 24/11/95
Protection des équipements de télégestion et d'automatismes contre les parasites et la foudre	95.D.05	Du 11 au 14/12/95
Hydrologie urbaine et calcul d'un réseau unitaire ou séparatif pluvial	95.E.03	Du 20 au 24/11/95
Maîtriser les bases du fonctionnement hydraulique des réseaux et de la mesure des débits	95.E.05	Du 06 au 10/11/95
Hydraulique appliquée aux réseaux d'eau potable (niveau II)	95.C.18	Du 06 au 10/11/95
Critères de conception et règles de dimensionnement	95.F.08	Du 11 au 15/12/95
Les stations de pompage en réseaux d'assainissement : conception, exploitation, protection	95.H.04	Du 04 au 08/12/95
La gestion technique d'un service des eaux	95.K.01	Du 11 au 15/12/95
La nouvelle loi sur l'eau et ses décrets d'application : mise à jour et mode d'emploi	95.K.04	Du 28 au 30/11/95
La qualité au quotidien et la prévention des pollutions accidentelles	95.N.05	Du 06 au 10/11/95
Traitements de surface : exemples de technologies propres	95.N.07	Du 13 au 17/11/95
Exploitation d'une station d'épuration	95.N.11	Du 11 au 15/12/95
Traitement et stockage des déchets spéciaux	95.N.13	Du 04 au 08/12/95



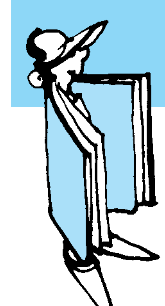
Les catalogues 1996 de l'Office International de l'Eau

A travers deux catalogues différents, "***Services Municipaux***" et "***Eaux Industrielles***", la Direction de la Formation et des Etudes propose désormais une offre personnalisée :

- Le catalogue "***Services Municipaux***", à destination des exploitants et gestionnaires des services d'eau et d'assainissement, regroupant 124 modules de formation. Des nouveautés complètent notre gamme et le large éventail des stages Stratégie Eau (outils d'aide à la prise de décision) l'enrichit.
- Le catalogue "***Eaux Industrielles***", à destination des industriels, consommateurs d'eau et producteurs de déchets liquides ou solides. Là encore, une offre différenciée de 34 modules pour décideurs et techniciens.

Demandez ces catalogues par téléphone au : 55 11 47 73 ou par fax au : 55 77 71 15

Le détail des formations est accessible par minitel sur le 36 17 EAUDOC (2,23 F/min)



Documentation

"JURI'EAUDOC"

Nul n'est censé ignorer la Loi !

Le droit de l'eau : un droit difficile à appréhender

En France, l'information juridique sur l'eau est souvent dispersée parce qu'elle concerne différents ministères et administrations mais aussi différentes activités.

Dans ce contexte, il est délicat de repérer le chaînage des textes, d'en extraire la réglementation réellement en vigueur et d'opérer la veille juridique nécessaire.

Enfin, les avancées juridiques et les problèmes d'interprétation et d'application des textes sont souvent tirés de la pratique contentieuse et de la jurisprudence et celles-ci sont souvent méconnues par les usagers s'ils ne sont pas en même temps des "professionnels" du droit de l'eau.

Les bases de données juridiques actuelles sont globales et ne concernent pas spécialement l'eau.

Pourquoi ?

Après enquête, il s'avère que les collectivités locales, les industriels, les associations, les administrations, les particuliers et usagers de la ressource "eau" recherchent un accès facile à l'information juridique que ce soit pour les textes législatifs et réglementaires, mais aussi pour les documents permettant leur interprétation, leur compréhension et leur positionnement dans la pratique.

La volonté de créer un outil performant afin de fournir à tous ses usagers une information rapide et complète a conduit la Direction de la Documentation et des Données de l'OIEau à produire une base juridique commentée s'appuyant sur :

- les textes législatifs et réglementaires sur l'eau issus du Journal Officiel de la République Française et des Communautés Européennes. Le dépouillement de ces journaux est ainsi assuré dès réception et les textes analysés dans les 2 à 3 semaines suivantes.
- des commentaires : sélectionnés à partir d'ouvrages de synthèse récents ou de revues périodiques juridiques, ils expliquent et permettent de mieux comprendre les textes.
- les jurisprudences : les plus intéressantes seront ainsi intégrées au fur et à mesure pour montrer comment les tribunaux règlent des problèmes concrets d'application des textes dans le domaine de l'eau. L'Office sera particulièrement attentif aux décisions des juridictions civiles et pénales notamment pour résoudre les problèmes liés à la police de l'eau et à la responsabilité civile et pénale en cas de pollution des milieux aquatiques.

La base articulée autour des trois fichiers contenant ces différents types de documents est accessible par Minitel.

Comment ?

Chaque document est analysé par des lecteurs spécialisés et fait l'objet d'une indexation par mots-clés et d'un résumé pour cibler rapidement son contenu ; les références des textes modifiés par le document sont indiquées s'il y a lieu, ainsi bien sûr que leurs dates de signature et de parution, et la source (ministères,...).

Une recherche est envisageable par la date (année, mois, jour), le thème (tous les sujets ayant trait à l'eau sont couverts), la source, les mots-clés et le type de textes (décret, directive,...) ou de commentaires (livre, articles, ...).

Un chaînage est réalisé entre les textes, les commentaires et les jurisprudences ce qui permet de transiter directement de l'un à l'autre : par exemple, si un texte donne lieu à des commentaires approfondis dans un ouvrage ou dans une revue juridique, vous avez accès immédiatement aux références de ces documents en passant dans le fichier "commentaires". Il en est de même pour les jurisprudences si certaines d'entre elles ont trait à ce texte législatif ou réglementaire.

Vous pouvez aussi suivre un chemin inverse en passant des commentaires ou des jurisprudences vers les textes de base auxquels ils font référence.

Cette "navigation" assistée nous permet bien de parler de base juridique "commentée" sur l'eau.

Les documents sélectionnés par l'usager en fonction de sa requête peuvent être commandés à l'Office International de l'Eau. La quasi totalité des documents est en effet numérisée ou archivée.

Après réception de votre commande, la Direction de la Documentation et des Données vous les fait parvenir par courrier ou télécopie suivant vos souhaits.

A titre expérimental

JURI'EAUDOC est encore à tester, c'est pourquoi l'Office International de l'Eau, dans un premier temps, propose à ses usagers de l'utiliser gratuitement (hors commande de documents qui reste aux tarifs habituels) sur une période de 4 mois, charge à eux de l'aider à adapter la base par leurs remarques et critiques.

Un CD-ROM sur l'eau : EAUDOC

Le CD-ROM s'impose aujourd'hui comme l'une des principales technologies de l'information. C'est un nouveau support pour les bases documentaires avec des capacités importantes de stockage (plusieurs dizaines de milliers de pages).

Il est par ailleurs facile à manier, à transporter et prend très peu de place (environ 12 grammes et 15 centimètres de diamètre pour quelques millimètres d'épaisseur).

Pour l'usager, l'autonomie de la recherche en local sur son micro-ordinateur équipé d'un lecteur CD-ROM le libère de la pression du tarif horaire de l'interrogation en ligne et les bases documentaires intégrées sur CD-ROM sont accessibles par un langage d'interrogation ne nécessitant que très peu d'apprentissage.

C'est donc un outil d'une convivialité et d'une ergonomie extrêmes.

La Direction de la Documentation et des Données de l'Office International de l'Eau a ainsi jugé utile d'éditer en collaboration avec l'AUPELF-UREF le CD-ROM EAUDOC.

Avec 30 000 références extraites de la base documentaire EAUDOC sur ces six dernières années, ce disque compact est réalisé avec le logiciel documentaire CDS/ISIS (Unesco 1993) au sein de la collection "Universités Francophones - Nouveaux supports" de l'AUPELF.

Le logiciel d'interrogation permet d'effectuer une recherche aussi bien par l'année, l'auteur, les mots du titre ou les mots clés attribués, etc.

Une fois sa recherche effectuée, l'utilisateur du disque peut commander les documents à l'OIEau.

Pour se procurer ce disque dont la mise à jour est annuelle :

- Jusqu'au 31 octobre 1995, tarif promotionnel de 600 F H.T. pour le disque et de 1 500 F H.T. pour l'achat du disque et d'un lecteur de disque double vitesse compatible audio.

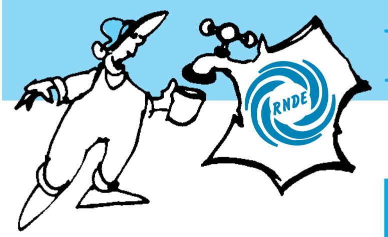
- A partir du 1er novembre 1995, tarif non abonné pour le disque : 1 200 F H.T et 600 F HT pour les abonnés à la revue "Information Eaux".



Pour disposer d'un code d'accès à JURI'EAUDOC ou du CD-ROM, contactez :

Mme Nicole TREILLARD

Office International de l'Eau
Direction de la Documentation et des Données
Rue Edouard Chamberland
87065 LIMOGES CEDEX
Tél. : 55.11.47.80
Fax : 55.77.72.24



SANDRE

Des formats d'échanges disponibles pour les données sur les eaux de surface

Les travaux du Service d'Administration Nationale de Données sur Relatives à l'Eau (SANDRE) pour harmoniser les données dans le domaine de la qualité et de la quantité des eaux de surface sont arrivés à terme.

Un dictionnaire de données très complet peut être désormais obtenu sur demande à l'OIEau.

Une application micro-informatique a été également réalisée, qui permet aux utilisateurs de consulter sur leur écran ce dictionnaire de données ainsi que leurs nomenclatures nationales.

Enfin, des formats d'échanges informatisés viennent d'être publiés et sont utilisés par exemple pour l'alimentation de la Banque Nationale des Données sur l'Eau (BNDE).

OBSERVATOIRE "RIVIÈRES PROPRES"

Région Ile-de-France

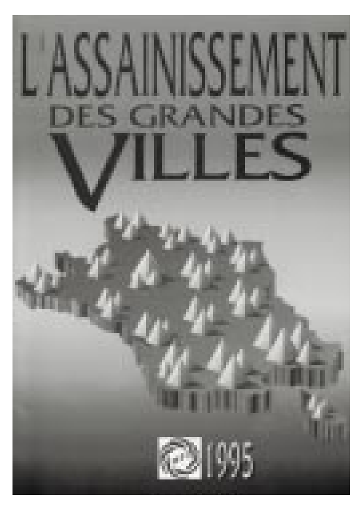
La banque de données "Qualité des eaux" de l'Observatoire a adopté le format SANDRE pour l'organisation de ses données et ses échanges avec ses nombreux partenaires.

Une plaquette intitulée "Rivières propres d'Ile-de-France - Banque de Données "Qualité des eaux" et le format SANDRE", vient d'être publiée récemment et est disponible auprès de la Région Ile-de-France. Elle décrit les procédures suivies pour aboutir à la conformité au format SANDRE.

UNE NOUVELLE RÉALISATION DU RNDE

l'état de l'assainissement des grandes villes

Une plaquette accompagnée d'une carte grand format présente la situation de l'assainissement des agglomérations françaises de plus de 10.000 habitants. Présentée en avril 95 à la presse, elle s'appuie sur les données de l'année 1993 et met l'accent sur l'efficacité des systèmes de collecte et d'épuration.



Le traitement des données fournies par les Agences de l'Eau a été réalisé par **la Banque Nationale des Données sur l'Eau**, dont l'OIEau assure l'exploitation.

Rappelons que la collection des publications du RNDE comprend également :
- Cartes 1993 de qualité des cours d'eau - Objectifs - Etat actuel - Secteurs dégradés.
- Carte 1993 de la pollution des cours d'eau par les métaux.
- Débits des cours d'eau - Synthèse sur 200 stations de mesures en France - 1984 - 1993.
- Qualité des cours d'eau - Synthèse sur 150 stations de mesures en France - 1984 - 1993.
- Cinq exemples d'évolutions de populations piscicoles.

LE GLOSSAIRE DES SDAGE

250 mots pour parler le même langage

Les SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) sont en cours d'élaboration et les documents qui les présenteront dans les différents bassins devront être compréhensibles par tous les acteurs du domaine de l'eau.

Pour interpréter de la même manière les termes employés dans ces documents SDAGE, un glossaire commun aux six bassins s'avérait nécessaire.

Un groupe inter-bassins composé des DIREN de Bassin, des Agences de l'Eau, du Conseil Supérieur de la Pêche et de la Direction de l'Eau a été constitué pour rédiger ce glossaire et en a confié la réalisation à l'Office.

Après validation par le groupe d'experts, ce glossaire sera annexé aux documents SDAGE en illustrant leurs propos, en fournissant des références et des explications précises pour les termes "difficiles" de façon à ce qu'aucune ambiguïté ne soit possible à leur lecture.

Ainsi, c'est de l'ordre de 250 mots qui y sont définis, traitant aussi bien d'aspects juridiques et législatifs (les principales directives sont résumées tout comme des termes spécifiques tels que dispositions, déclaration, etc.) que de la pollution des eaux, l'hydrologie, l'hydrobiologie et bien sûr la gestion des bassins versants (objectifs de qualité et de quantité, carte départementale d'objectifs, point nodal, etc).

La version définitive de ce glossaire sera prête pour le second semestre 1995 et mise à disposition des élus, du public, des industriels, des usagers des ressources en eau, ...

MODERNISATION DE "HYDRO"

HYDRO est une banques de données thématiques qui relèvent de Comités de Pilotage présidés par le Ministère de l'Environnement. Cette banque fait actuellement l'objet d'un important programme de modernisation.

La banque HYDRO rassemble les données hydrométriques de plus de 3000 stations de mesures en France, et offre à ses utilisateurs une gamme variée de traitements statistiques sur les débits.

Issue de la banque ARHMA créée par le Ministère de l'Agriculture en 1971, elle nécessite une refonte totale pour suivre l'évolution des techniques et apporter plus de confort et de service aux producteurs et utilisateurs de données.

Ce vaste chantier qui doit durer dix-huit mois, est entrepris dans le cadre du Réseau National des Données sur l'Eau avec l'appui technique de l'OIEau.

RÉSEAU INTERNATIONAL DES ORGANISMES DE BASSIN - RIOB

Vers les premières activités collectives

La seconde réunion du Bureau de Liaison du RIOB s'est tenue à Gdansk du 9 au 11 mars 1995 sous la présidence de M. OSTOJSKI, Directeur Général de la RZGW de la basse Vistule.

Mme SERBU et M. LASCU (Roumanie) et MM. BENEVIDES (Brésil), NOAIN (Espagne), CHIROUZE, KACZMAREK et DUCHEIN (France), MESTRE (Mexique) et WALCZYKIEWICZ (Pologne) participaient à cette réunion ainsi que M. DONZIER (OIEau) au titre du secrétariat du Réseau, MM. BAGINSKI, Directeur de l'Eau au Ministère polonais de l'Environnement, PLAZYNSKI, Voïvode de Gdansk et les Directeurs de chacune des 7 Agences de l'Eau (RZGW) de Pologne.

Le Bureau de Liaison a pris connaissance avec beaucoup d'intérêt de la présentation des 7 RZGW polonaises ainsi que des perspectives du projet de loi polonais sur l'eau en cours d'examen à la diète.

Le premier numéro expérimental de "La Lettre du Réseau", édité à plus de 3 500 exemplaires en langues française, espagnole et anglaise a été un franc succès et a démontré la forte mobilisation et l'intérêt de l'ensemble des organismes membres du RIOB. Le Bureau a chargé le secrétariat d'engager la préparation d'un deuxième numéro publié fin septembre 1995 et d'ores et déjà d'un troisième numéro prévu pour mars 1996.

Le Bureau a également étudié le projet "AQUADOC-INTER" visant à l'échange de documentation institutionnelle sous des références harmonisées entre les organismes de bassin.

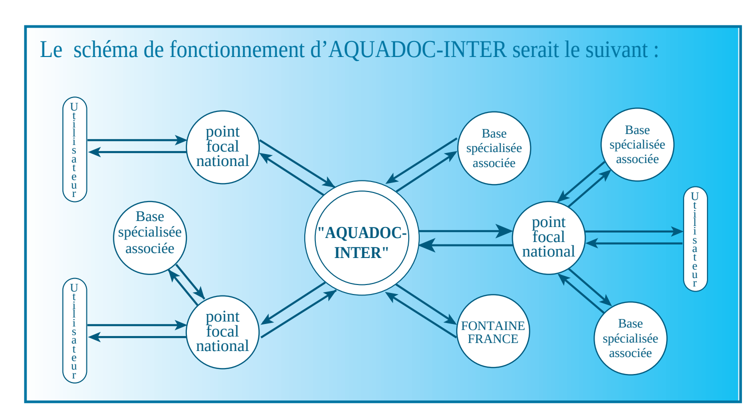
La première étape du projet, qui s'appuiera sur des professionnels du traitement documentaire, doit être la désignation de "Centres Documentaires Relais Nationaux" (CDRN).

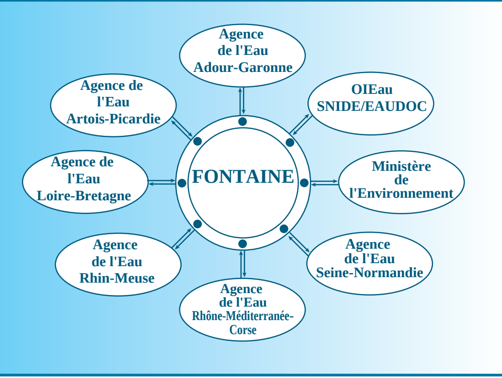
D'ores et déjà ont été désignés : l'Office International de l'Eau (France), le CEDEX (Espagne), Apele Romane (Roumanie), l'Institut National de Météorologie (Pologne), le FICEI -Lerma-Chapala (Mexique) et le Centre de documentation de la DNAEE (Brésil). Il s'agit de créer les conditions d'échanges au sein d'un réseau harmonisant les systèmes de référence, les modalités de requête et les mises à disposition des copies, donc de rendre transparent pour les utilisateurs l'accès aux informations qu'ils souhaitent, quelle qu'en soit la source.

Le Centre Documentaire Relais National servira dans chaque pays de "facilitateur" dans les relations entre les "usagers" (organismes ministériels ou de bassin de son pays) et l'information mobilisée de façon collective au sein du RIOB et sera en fait le "guichet" servant de relais entre les utilisateurs nationaux, les bases spécialisées nationales et le réseau.

Enfin, le Bureau a retenu le principe de l'organisation d'un colloque international sur le thème de "l'information nécessaire à la prise de décision".

Ce colloque doit permettre de réfléchir aux solutions à mettre en oeuvre pour développer des réseaux de mesures et d'analyse, optimiser la collecte des données nécessaires, créer de véritables "observatoires de bassin" synthétisant l'information utile tant pour la planification, que la fixation de redevances et le suivi des programmes d'intervention prioritaires.





La restitution des données sous des formes facilement compréhensibles et accessibles aux Autorités comme aux membre des Comités de bassins est également une question très importante.

Les membres du Réseau ont été sollicités par le secrétariat pour rédiger leurs contributions pour le colloque afin de constituer un dossier de référence qui sera particulièrement utile.

Le colloque international sur "l'information nécessaire à la prise de décision" se tiendra au Mexique au cours de la prochaine Assemblée Générale du RIOB, initialement prévue en septembre 1995, et décalée en mars 1996.

Renseignements :



Office International de l'Eau
Tél. : 33 / (1) 44 90 88 60
Fax : 33 / (1) 40 08 01 45


Les membres du bureau de liaison se sont réunis à Gdansk en mars 1995

SÉMINAIRE DE LA BANQUE MONDIALE SUR LES RESSOURCES EN EAU

L'Office International de l'Eau, représenté par M. MANCEL, Directeur de la Coopération Internationale, a participé au séminaire annuel de la Banque Mondiale sur les ressources en eau. Le principal thème abordé a été "Mise en application de la politique de la Banque Mondiale dans le domaine des ressources en eau". Cette politique s'articule autour du document de politique générale intitulé "Gestion des ressources en eau" publié en 1993.

Le séminaire a rassemblé des professionnels de la Banque Mondiale et des représentants des pays emprunteurs et des agences de financement. Dans l'ensemble, 250 personnes, dont 85 extérieures à la Banque y ont participé les 13 - 15 décembre 1994 à Lansdowne, Virginie, USA.

FAO ET LA FORMATION

Le 23 mai 1995, l'OIEau a participé au siège de la FAO à Rome à une journée de présentation des organismes français spécialisés dans les problèmes de formation sur la gestion durable des forêts, la gestion intégrée de l'eau et les systèmes d'information géographique.

Cette journée avait été organisée par la SFERE et avait pour cible les responsables d'Asie et d'Amérique, ainsi que des divisions techniques de l'Organisation.

M. TALEC a présenté les différents champs d'intervention de l'OIEau et nos actions de formation institutionnelles ainsi que le CD-ROM sur la gestion intégrée des bassins versants.

ATELIER TECHWARE

Evolution de la formation continue en Europe

TECHWARE, réseau européen de coopération - Universités - Entreprises dans le domaine de l'eau, a organisé du 20 au 22 avril dernier à Bruxelles un atelier de réflexion sur l'évolution de la formation continue dans le secteur.

Ce séminaire, auquel a participé Gilles NEVEU, Directeur de la Formation et des Etudes de l'OIEau, a permis d'une part de rassembler diverses contributions sur la situation de la formation continue dans les pays d'Europe Occidentale et Centrale, et d'autre part de rédiger un projet de recommandations à destination de la Commission Européenne sur les orientations souhaitables en matière d'éducation et de formation continue (Continuing Education and Training for Water Resources Engineering).

Lors de l'Assemblée Générale de TECHWARE qui s'est tenue à Nancy les 1er et 2 juin 1995, l'Office International de l'Eau et le NANC.I.E. ont proposé d'étudier conjointement les conditions d'ouverture d'un Bureau Régional de TECHWARE pour la France.

CONSEIL DE CONCERTATION SUR L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT

Suite à la réunion plénière de Rabat en septembre 1993, la France a chargé l'OIEau de participer plus particulièrement au groupe "Institutional Management Option".

A ce titre, l'Office a représenté les Ministères concernés et la CFD à la réunion des animateurs des différents groupes de travail du Conseil de Concertation qui s'est tenue à Genève du 20 au 22 octobre 1994.

La prochaine réunion plénière du Conseil de Concertation se tiendra à La Barbade du 30 octobre au 3 novembre 1995.



CAMEROUN

Séminaire sur les modalités de gestion de l'eau dans le Monde

Ce séminaire, qui s'est déroulé à Yaoundé du 28 février au 1er mars 1995, organisé conjointement par la Caisse Française de Développement (CFD) et le Ministère camerounais des Mines, de l'Eau et de l'Energie, a présenté diverses expériences dans le domaine de la gestion de l'eau potable afin d'aider le Gouvernement camerounais dans son choix du mode de gestion déléguée à appliquer aux trois services publics (électricité, eau, téléphone) dont il souhaite confier l'exploitation à des structures privées.

Les deux exposés présentés par M. CASIMIR, expert OIEau ont insisté sur :

- les problèmes rencontrés le plus souvent dans la gestion des ressources en eau,
- la dualité des systèmes d'adduction d'eau potable et d'assainissement,
- la propriété du patrimoine,
- les objectifs de gestion,
- la formalisation des relations entre l'autorité concédante et les services délégués,
- les investissements et le fonctionnement.

Mission d'expertise à la Société Nationale des Eaux du Cameroun (SNEC) 20 février - 3 mars 1995

La dévaluation du Franc CFA a rendu la situation de la plupart des opérateurs africains du secteur de l'eau potable plus précaire. C'est le cas notamment de la SNEC qui a demandé un concours financier important à la CFD. Celle-ci a proposé au préalable une étude institutionnelle sur le type de gestion le mieux adapté au secteur de l'eau au Cameroun.

Pour accompagner les autorités camerounaises dans cette démarche, la CFD a chargé l'Office International de l'Eau :

- d'organiser un séminaire d'une journée destiné à informer les différents intervenants du secteur en replaçant le cas de la SNEC dans un cadre général,
- de contribuer à l'élaboration des termes de références et au lancement de la consultation de cabinets spécialisés,
- de participer à l'ouverture des offres et à leur analyse.

DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET ENVIRONNEMENT : OUVERTURE SUR L'AFRIQUE

L'Office International de l'Eau a conçu et réalisé le programme du séminaire "traitement des eaux propres et des eaux usées", organisé par l'ACTIM du 22 novembre au 9 décembre 1994, pour le compte de l'ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel) et du Gouvernement Français (Ministère des Affaires étrangères).

Durant ces 3 semaines, une vingtaine de spécialistes africains s'est familiarisé avec les technologies françaises de traitement des effluents industriels.

Face à un public diversifié, tant par l'origine géographique (Algérie, Cameroun, Kenya, Maroc, Nigéria, Sénégal, Tunisie, Zimbabwe) que par leurs activités (agents de Ministères et agences publiques, experts de centres techniques ingénieurs en entreprise industrielle), le programme se devait d'être large, sans perdre toutefois sa cohérence.

Il comprenait :

- l'exposé du contexte institutionnel de gestion de l'eau et des techniques de traitement des effluents,
- la présentation par des spécialistes des technologies d'épuration dans divers secteurs industriels,
- des visites de stations d'épuration industrielles et de centres de recherche appliquée illustrant ces exposés.

En privilégiant les échanges et le dialogue, ce séminaire a permis aux participants d'actualiser ou de conforter leurs connaissances théoriques et de s'ouvrir de leurs problèmes à nos experts professionnels qui ont pu apporter des réponses concrètes à leurs préoccupations.

Les participants ont notamment souligné la nécessité de telles actions pour sensibiliser les décideurs de leurs pays à intégrer l'environnement dans la stratégie industrielle. La technologie présentée a positivement impressionné les participants très soucieux d'actualiser leur connaissance de l'état de l'art, même si les évolutions récentes ne leur semblent pas toujours immédiatement utilisables dans le contexte de leur pays.

Un classeur pédagogique ainsi que des documents remis par les entreprises et institutions qui les ont reçus, permettent aux stagiaires d'approfondir les relations établies durant le séminaire et de diffuser autour d'eux ces informations.

La capacité du Service National d'Information et de Documentation sur l'Eau (SNIDE) à répondre "en temps réel" aux demandes spécifiques exprimées durant le séminaire, a renforcé encore sa réussite.

ILE MAURICE

Un programme de coopération pour la gestion des ressources en eau et la préservation de leur qualité a été engagé par le Gouvernement français (Fonds d'Aide et de Coopération) auprès du Gouvernement de la République de Maurice.

L'intervention de l'OIEau comporte deux volets :

Programme de formation

La première partie de ce programme est déjà commencée avec :

- le stage de M. POONYTH sur l'exploitation et la gestion des installations d'évacuation et de traitement des eaux usées qui s'est déroulé dans notre centre de Limoges du 15 mai au 30 juin 1995,

- le stage de M. IP SION THOO sur l'exploitation et la maintenance des réseaux et stations d'épuration qui s'est déroulé du 19 au 30 juin à Limoges et continue à Bordeaux à la Lyonnaise des Eaux.

La seconde partie comprenant des modules sur l'hydrogéologie et la modélisation est prévue au deuxième semestre 1995.

Appui institutionnel

Le Ministère de l'Environnement, les Agences de l'Eau et l'Office International de l'Eau apporteront leur contribution à l'organisation institutionnelle du secteur de l'eau sous la forme de missions d'experts, pour la mise au point de textes législatifs et réglementaires adaptés, en liaison avec les experts du Gouvernement mauricien.

M. DONZIER, Directeur Général de l'OIEau, a rencontré à Port-Louis le 14 juin 1995, le Premier Secrétaire et les principaux responsables du secteur de l'eau du Ministère mauricien de l'Energie, des Ressources en Eau et de la Poste : cette visite a été l'occasion d'une conférence sur les expériences de divers pays en matière de réorganisation institutionnelle de leur gestion de l'eau en présence de M. MONCHALIN, Conseiller technique de la coopération française auprès du "Comité sur les Ressources en Eau".

BOTSWANA

Projet d'assistance technique pour la formation dans le cadre du North-South Carrier

La visite en France en 1994 d'une délégation botswanaise a permis de valider les actions prévues à l'issue des missions qui se sont déroulées en 1994 sur la définition et l'identification des besoins en formation du secteur eau au Botswana, et de confirmer particulièrement le besoin en renforcement de la capacité de formation locale.

Deux experts M. CASIMIR pour l'OIEau et M. HARVEY de la Lyonnaise des Eaux se sont rendus sur place du 2 au 12 mai 1995 pour déterminer avec les autorités botswanaises les grandes lignes du protocole et le budget dont la demande de financement a été déposée début juillet auprès de la DREE (Ministère français de l'Economie).

Voyage d'étude

Mme RAMALOHLANYE, Directrice du Centre de Formation du WUC (Water Utilities Corporation) a fait un voyage d'étude en France du 16 au 20 mai 1995. Le programme était principalement axé sur la visite du Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau de l'OIEau à la Souterraine et celle du Centre International pour le Développement et la Formation de la Lyonnaise des Eaux.

Formation de formateurs

Six formateurs botswanais dont 4 du "Department of Water Affairs" et 2 du "Water Utilities Corporation" ont suivi une formation à la Direction de la Formation et des Etudes de l'OIEau du 26 juin au 7 juillet 1995. Elle était principalement axée sur les connaissances techniques dans les domaines du traitement de l'eau, de l'exploitation et maintenance des réseaux d'eau et d'assainissement, de la détection des fuites, et de la télégestion des stations de pompage et l'entretien des installations.

ZAMBIE

A la demande du Conseiller Culturel et de Coopération Scientifique et Technique de l'Ambassade de France à Lusaka, M. CASIMIR de l'OIEau a étudié, du 3 au 7 mai 1995, avec les autorités zambiennes du secteur de l'eau le contenu d'une action de formation sur le thème "Water Policy" à l'intention des cadres supérieurs du Ministère de l'Eau.

NIGER

Mission d'évaluation de la base de données "Inventaire des Ressources Hydrauliques" (IRH)

Depuis le début des grands programmes d'hydraulique villageoise en Afrique de l'Ouest (fin des années 70), le Ministère français de la Coopération a financé des systèmes informatiques destinés à stocker et à gérer les informations sur les points d'eau.

Le Ministère français de la Coopération a confié à l'Office International de l'Eau le soin de mener un audit de la base de données IRH (Inventaire des Ressources Hydrauliques) du Niger afin d'en avoir une vision générale.

Cette expertise a été menée du 19 au 30 juin 1995 au Niger par M. HAENER.

Conformément aux termes de référence, l'objectif principal de cette mission était de dresser un bilan :

- du contexte institutionnel et organisationnel dans lequel est gérée la base IRH,
- de la qualité et de la quantité des données disponibles,
- des capacités et des modalités d'utilisation du logiciel de gestion et de traitement financé par la coopération française.

DJIBOUTI

Mission d'évaluation des systèmes informatiques relatifs à la gestion des ressources en eau

Le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural de la République de Djibouti a sollicité le Ministère français de la Coopération pour une expertise de la banque de données "ressource en eau" du Service de l'Hydraulique. Celle-ci a été confiée à l'Office International de l'Eau et réalisée par M. HAENER du 18 au 28 octobre 1994.

Conformément aux termes de référence, il s'agissait d'établir un bilan/diagnostic des systèmes d'information en place et de présenter des propositions concrètes d'évolution.

Les recommandations ont porté sur la création et la mise en application d'un réel outil de gestion des données, une définition précise des responsabilités et des procédures de collecte, de saisie et de vérification, une mise à niveau du matériel informatique et des logiciels, un renforcement de l'encadrement et des formations appropriées du service informatique.

AFRIQUE DU SUD

L'OIEau a été chargé par le Ministère français des Affaires Etrangères d'organiser, du 26 au 30 juin 1995, un programme de visites techniques destiné à 12 responsables du Ministère sud-africain de l'Eau et de la Forêt.

Etant donné la diversités des centres d'intérêt, cette délégation a été scindée en trois sous-groupes :

❶ **Institutions et finances** avec la participation de la Compagnie du Bas-Rhône-Languedoc, de la Direction Régionale de l'Environnement d'Aix-en-provence et de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse.

❷ **Qualité de l'eau** : ce groupe, reçu à la Direction de la Coopération Internationale de l'OIEau à Sophia Antipolis, a abordé les questions d'objectifs de qualité des cours d'eau et de protection des captages et a pu visiter des installations de traitement réalisées par Degrémont, la Compagnie Générale des Eaux, la SAUR et suivre des exposés à la Direction de l'Environnement du Conseil Général des Alpes Maritimes.

❸ **Ressources humaines** : ce sujet a été traité au Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau de l'OIEau à Limoges et à La Souterraine.

Ce programme comportait également des entretiens à la Direction de l'Eau du Ministère de l'Environnement, au Ministère des Affaires Etrangères, à la SAGEP (Société Anonyme de Gestion des Eaux de Paris), au C.I.R.S.E.E. (Lyonnaise des Eaux) et à la SAUR.

UNION AFRICAINE DES DISTRIBUTEURS D'EAU (UADE)

Assemblée Générale

La tenue de l'Assemblée Générale de l'UADE au centre de formation de l'ONEP (Office National de l'Eau Potable) à Rabat (Maroc) les 13 et 14 mars 1995 a été l'occasion d'un resserrement des liens entre l'OIEau et l'UADE : l'UADE participera à présent en tant que membre associé international aux réunions du Conseil d'administration de l'OIEau.

Séminaires

Un séminaire s'est tenu en octobre 1994 à Abidjan, avec l'appui de la CFD et de l'EDI, sur l'impact de la dévaluation du franc CFA sur la gestion des sociétés africaines d'eau et d'assainissement. Suite au séminaire, les membres de l'UADE ont souhaité voir s'organiser d'autres séminaires sur la gestion déléguée de l'eau potable et de l'assainissement.

Deux séminaires sur ce thème seront organisés conjointement par l'OIEau et l'UADE, avec le soutien de la Caisse Française de Développement, de l'Institut de Développement Economique de la Banque Mondiale, respectivement en novembre 1995 à Cotonou (BENIN) et en mars 1996 à Nairobi (KENYA).

ORGANISATION POUR LA MISE EN VALEUR DU FLEUVE SÉNÉGAL (OMVS)

Du 9 au 13 mai 1995, M. MANCEL s'est rendu à Dakar pour faire le point sur l'avancement du projet d'assistance et d'appui à la mise en place de l'Agence de Gestion des Ouvrages Communs (AGOC) : redéfinition des différents thèmes d'intervention et du planning des experts, aspects logistiques, ...

Des réunions de travail ont eu lieu avec les responsables de l'OMVS : le Secrétaire Général M. DEMBELE, le Directeur de la Cellule Provisoire d'Exploitation des Barrages M. LAKH, le Conseiller Technique M. GALLOIS, ainsi que le Conseiller à la Mission Française de Coopération M. COURTANT.

CÔTE D'IVOIRE

Une réunion de travail a eu lieu à la Direction Générale de l'OIEau le 6 février 1995 avec M. Auzeni DJOUKA, Directeur de l'Eau au Ministère de l'Equipement de Côte d'Ivoire, pour envisager les modalités d'un programme de coopération visant à introduire dans le pays une organisation administrative plus déconcentrée prenant en compte la réalité hydrographique des bassins versants.

La Côte d'Ivoire participe déjà au Bureau de Liaison du Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB), dont elle est membre fondateur.

KENYA

Projet expérimental de l'Athi River

L'objectif défini consiste à étudier et organiser à titre expérimental la gestion intégrée de la ressource en eau sur le bassin de l'Athi River. Parallèlement, il est prévu d'assurer un transfert de compétences pour rendre autonome l'équipe kenyane mise en place sur ce bassin (Task Force). L'expérience ainsi acquise sera ensuite étendue à d'autres bassins.

Ce projet est mené en collaboration entre l'OIEau, pour la partie institutionnelle et la formation, et le BCEOM, auquel sera confiée l'expertise technique.

La mission réalisée en janvier 1995 par MM. JAMPIERRE (BCEOM) et BERNARD (OIEau), sur financement du Ministère français de l'Environnement, a permis de définir un programme d'actions 95 et de déterminer les termes de référence de la Task Force kenyane.

Programme de Développement des Ressources Humaines

Il consiste à appuyer une équipe kenyane, regroupant aussi bien des responsables de l'État que des professionnels de l'eau, pour élaborer puis réaliser un Plan d'Action de développement des ressources humaines dans le secteur de l'eau.

A partir d'une analyse des besoins, ce plan d'action visera à développer les capacités de formation locales.

Une mission, financée par le Ministère de l'Environnement et réalisée en janvier 1995 par MM. CASIMIR et HARAMBAT de l'OIEau, a permis de finaliser les Termes de Références de cette première phase (année 1995).

Grâce au soutien du Ministère français des Affaires Etrangères, la Task Force kenyane sera accompagnée dans l'élaboration de ce Plan d'Action de façon permanente par l'Office International de l'Eau au cours du deuxième semestre 1995. A cet effet, M. HARAMBAT a rejoint Nairobi le 1er juillet pour une durée de 5 mois.

Séminaire ACTIM

Un colloque sera organisé par l'ACTIM du 17 au 19 octobre 1995 à Nairobi sur la gestion de l'eau. Les thèmes abordés seront tant institutionnels que techniques. De nombreuses sociétés françaises y participeront. L'OIEau exposera pour sa part la politique de développement des ressources humaines dans le secteur de l'eau en s'appuyant sur le projet en cours au Kenya. Le public, essentiellement kenyan, comprendra également une dizaine d'invités des autres pays d'Afrique de l'Est.

EUROPE CENTRALE

POLOGNE
FONDATION DE L'EAU DE GDANSK

La Fondation qui a vocation de devenir le **Centre National Polonais de Formation et de Documentation sur l'Eau**, a été enregistrée officiellement auprès du Tribunal de Varsovie le 19 mai 1995.

Ses partenaires européens sont l'Office International de l'Eau, la Région Limousin en France et le Fresh Water Centre du Danemark dans le cadre du Programme LIFE - Baltique.

Création d'une cellule technique

Une cellule technique a été constituée en février 1995. Elle est dirigée par Mme KOZAK, par ailleurs Directrice du Département de Protection de l'Environnement de la Voïvodie de Gdansk, assistée de M. ROUZEAU, Directeur Adjoint représentant l'OIEau et M. SROCZYNSKI, Responsable des Programmes.

Programme d'activités : démarrage des premières formations

Les activités engagées au premier semestre 1995 comprennent :

- une série de 7 séminaires en relation avec les RZGW (Agences Régionales de l'Eau) de différentes régions (Gdansk, Szczezcin, Cracovie, Katowice, Wroclaw et Varsovie) qui ont rassemblé au total 300 élus et dirigeants des services des eaux et d'assainissement sur les questions d'organisation des services et du financement des investissements,
- une première session de formation de 3 jours sur les mêmes thèmes destinée aux responsables municipaux et directeurs de services s'est déroulée du 26 au 28 avril et a réuni 22 participants à Gdansk,
- une deuxième session de formation de 3 jours sur le traitement des boues des stations d'épuration a été réalisée du 20 au 22 juin en collaboration avec le Fresh Water Centre de Copenhague.

Plate-forme technique

La construction de la plate-forme technique est en cours sur le site de la station d'épuration de Gdansk. La mise en service des pilotes pédagogiques pour l'eau potable et l'épuration est programmée d'ici fin 1995. La SNG (SAUR Neptun Gdansk) assure la conduite d'opérations sur place.

Commission aux programmes

Le 28 juin s'est tenue la première réunion de la Commission aux Programmes sous la Présidence de M. SZYMKIEWICZ, Professeur à l'Ecole Polytechnique de Gdansk.

Les suggestions formulées au cours des travaux sur les thèmes des cours, le public concerné et les modalités d'intervention de la Fondation ont permis de finaliser le programme de formation 1995.

Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration de la Fondation s'est réuni le 29 juin 1995 et a élu M. SOBOCINSKI à l'unanimité au poste de Directeur. Il est spécialiste en génie chimique et en génie de l'environnement. Il a assuré des fonctions managériales dans des structures administratives régionales chargées de l'environnement ainsi que dans le secteur privé.

BULGARIE

La loi sur l'eau sera discutée au Parlement bulgare dans les prochains mois. Les Autorités bulgares expriment une forte volonté de s'inspirer du modèle français pour ce qui est de l'organisation institutionnelle, et en particulier le système des Agences de l'Eau.

Au cours d'une mission du 19 au 24 mai 1995, M. BERNARD (OIEau) a rencontré les autorités responsables du secteur de l'eau afin de mieux appréhender les besoins et souhaits en matière de coopération. Trois actions ont été clairement identifiées :

- l'organisation d'un séminaire, destiné aux responsables et décideurs des différents ministères concernés, sur le thème de la "gestion de la ressource en eau par bassin versant",
- la réalisation d'une expertise des principaux textes juridiques et réglementaires en cours d'élaboration,
- la visite en France d'une délégation bulgare afin d'approfondir les différents aspects de la gestion de la ressource.

Une recherche de financement est en cours auprès du Ministère français des Affaires Etrangères et du Programme PHARE bulgare. Nous rappelons que la prochaine réunion des Ministres européens de l'Environnement se tiendra à Sofia en octobre 1995.

ROUMANIE
Gestion globale des ressources en eau :

Les Autorités roumaines ont souhaité que les coopérations institutionnelles avec la France se poursuivent au travers d'un appui administratif à l'élaboration de deux projets de grande envergure et très complémentaires :

❶ le plan national d'alerte contre les inondations et les risques,

❷ le programme national de formation à la gestion de l'eau, dont les activités seront étendues aux pays de la région du Danube et de la mer Noire.

Ce deuxième projet a d'emblée suscité l'intérêt de l'Unité de Coordination du Programme Danube (Vienne) et a donné lieu à une première mission d'identification en mars 1995.

M. Jean-Luc LAURENT, Directeur français de l'Eau, s'est rendu à son tour en Roumanie, accompagné de M. DONZIER de l'OIEau, à l'invitation de M. STADIU, Secrétaire d'Etat roumain chargé de l'eau, les 23 et 24 août dernier.

Cette réunion a permis de préciser les grands axes d'un programme de coopération pluriannuel entre les deux pays.



La délégation roumaine a été reçue à la Direction de l'Eau

Dès le mois de juin, une délégation roumaine de haut niveau conduite par M. LASCU, Directeur Général d'APELE ROMANE, est venue étudier les modes de gestion de l'eau et les systèmes de formation continue mis en place en France et aux Pays-Bas. Le voyage a été cofinancé par le PNUD et les autorités roumaines. Il a été organisé avec l'appui de l'Office International de l'Eau, qui a également accompagné la mission, permettant ainsi de cerner l'expertise française dans les domaines de l'eau potable, l'assainissement, la gestion de la ressource, et la protection contre les risques. La mission a ainsi pu visiter le Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau de l'Office International de l'Eau à Limoges, le centre de formation d'Electricité de France à la Perrolière (gestion des ouvrages hydrauliques), le centre de gestion des barrages de l'EPALA (Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents) et son réseau de mesures, la Compagnie Nationale du Rhône (aménagement et exploitation à buts multiples d'un fleuve) et le Ministère de l'Environnement.

Le Comité National des Distributeurs d'Eau Roumains adhère à l'OIEau

Les 31 régies autonomes de production et distribution d'eau de Roumanie ont décidé lors de leur réunion du 15 juin dernier de créer le Comité National des Distributeurs d'Eau Roumains (CNPDAR) et ont porté à sa présidence M. Costin BEREVOIANU, Directeur Général de la Régie des Eaux de Bucarest.

Suite à la visite qu'avait précédemment effectuée en France M. BEREVOIANU du 27 au 31 mars 1995, qui lui avait permis une rencontre approfondie avec le Directeur de l'OIEau et une visite du Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau de Limoges/La Souterraine, en liaison avec le Cabinet français Alpha et Oméga, Conseil en formation, le CNPDAR a décidé d'adhérer comme membre associé international de l'Office International de l'Eau.

RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

Des discussions sont en cours avec le Ministère de l'Environnement et l'Agence slovaque de l'Environnement pour créer à Bratislava un Institut Régional des Techniques de l'Environnement pour l'ensemble des pays d'Europe Centrale.

Ce projet a déjà fait l'objet d'un intérêt de principe des services de la Commission Européenne et a été présenté par les Autorités slovaques à la réunion annuelle (sept. 94) du Comité de Liaison pour l'Environnement chargé de la préparation des programmes PHARE régionaux et sera finalisé pour décision à l'automne 1995.

Le Gouvernement Slovaque a chargé l'OIEau des études préliminaires de ce dossier.

ARMÉNIE

A la demande de l'Ambassade de France en Arménie, MM. DJAVADIAN, Vice-Ministre de l'Agriculture, KODJOYAN, Directeur des Services Hydrométéorologiques et SARKISSIAN, Hydrologue en chef, ont effectué en juin 95 un voyage d'étude du secteur de l'eau en France.

Une série de rencontres et de visites de terrain, organisées par l'OIEau, leur a permis de découvrir le savoir-faire français, aussi bien en matière de gestion de la ressource qu'en ce qui concerne l'utilisation de l'eau à des fins agricoles ou domestiques.

RUSSIE

CCI de Versailles, en direct avec Petersbourg

A l'initiative de M. J.F. MARMEY, Directeur des Relations Internationales de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) du Val d'Oise - Yvelines, une liaison en téléconférence expérimentale (Duplex) de deux heures a été organisée avec l'appui de MATRA et France-Télécom, le 11 avril 1995 entre Versailles et Saint-Petersbourg.

Cette téléconférence a porté sur le thème de la gestion municipale de l'eau et a été animée en direct par M. DONZIER, Directeur Général de l'Office International de l'Eau, du côté français et M. SEMINE, Directeur de l'Institut de Recherche Scientifique de l'Académie de Gestion Urbaine de Petersbourg, du côté russe.

Un dialogue très animé a pu s'instaurer entre les spécialistes français présents sur le plateau - Agence de l'Eau Seine-Normandie, SAGEP, DDAF des Yvelines, OTV et les responsables du secteur de l'eau du Comité de la Gestion Urbaine et du VODOKANAL de Petersbourg ainsi que des experts russes de l'Université Technique de la ville.

Outre l'intérêt de cette formule de vidéo conférence, tous les participants ont conclu sur l'intérêt de telles rencontres et sur la nécessité de poursuivre le dialogue ainsi amorcé ... parce que deux heures c'est finalement très court !

Centre de Formation de Iekaterinbourg

MM. ZYBINE et TCHERNIAIEV, respectivement Directeur des Relations Internationales du Comité Russe de l'Eau (ROSKOMVOD) et Directeur de l'Institut de l'Eau de Iekaterinbourg (ROSNIIE) sont venus en France du 28 février au 3 mars 1995 dans le cadre du projet d'un centre de formation aux métiers de l'eau en Russie.

Cette visite s'insère dans la phase initiale du projet. Ils ont eu l'occasion de visiter diverses entreprises françaises (SAGEP, DEGREMONT, PONT-A-MOUSSON) et le Centre de formation de l'Office International de l'Eau à Limoges/La Souterraine.

A cette occasion, un protocole d'intention a été signé entre le ROSKOMVOD et le ROSNIIE, le Ministère français de l'Environnement et l'OIEau.

Séminaire sur la gestion de l'eau pour 35 responsables russes

Ce séminaire, destiné à 35 experts de l'Institut Central de la Formation Continue (CINO), s'est déroulé à Paris du 14 au 21 mai 1995. Le programme, organisé par l'OIEau, comprenait des conférences sur l'expérience française, notamment sur le contrôle et les normes de qualité des eaux distribuées, le système de gestion de l'eau, les technologies d'épuration, le dispositif réglementaire de protection des eaux et l'exploitation des ouvrages. Elles ont été suivies de visites techniques (station d'épuration d'Achères, Agence de l'Eau Seine-Normandie).



ASIE

CHINE

➨ Sept experts chinois du Ministère des Ressources en Eau ont effectué une visite en France organisée par la Compagnie Nationale du Rhône (CNR) dans le cadre d'un financement international destiné à des recherches sur la gestion des bassins versants.

Ces experts ont été accueillis le 22 mars à la Direction Générale de l'OIEau par F. ARCANGELI et J.F. TALEC qui leur ont présenté l'action de l'Office et le système français d'organisation de bassin.

➨ L'ACTIM a accueilli du 23 mars au 1er avril 1995 une délégation de 6 responsables de la province de Ningxia, en République Populaire de Chine, dans le cadre du projet "Ningxia China Northern Irrigation Project" financé par la Banque Mondiale.

Ces responsables ont marqué leur intérêt concernant :

- l'aspect institutionnel de la gestion de l'eau en France,
- les process et technologies françaises dans le domaine de l'irrigation.

L'Office International de l'Eau a été sollicité pour présenter le 24 mars ses différentes activités en particulier dans le domaine de la formation aux métiers de l'eau.

INDONÉSIE

Séminaire de formation sur la gestion des ressources en eau par bassin hydrographique

Ce séminaire, destiné à une vingtaine de responsables de la Direction Générale de l'Aménagement des Ressources en Eau du Ministère indonésien des Travaux Publics, s'est tenu à JAKARTA en septembre 1995.

Initiée par l'Office International de l'Eau, avec l'appui du Ministère français de l'Environnement et des Agences de l'Eau, cette formation abordera des thèmes importants tels que l'approche écosystémique nécessaire pour répondre aux objectifs de développement durable, la nécessité d'une volonté politique et de disposer des capacités législatives et réglementaires, les suites de la Conférence de RIO, l'application des principes "pollueur-payeur" et "usager-payeur", la mise en place d'une politique de gestion de l'eau décentralisée par bassin hydrographique.

Cette session de formation sera organisée conjointement avec la coopération canadienne (ACDI), avec la participation de l'Ambassade de France en Indonésie et le soutien du Ministère français des Affaires Etrangères.

Rappelons que l'Indonésie fait partie des pays fondateurs du Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB).

INDE : Appui à la Central Water Commission pour la mise en oeuvre d'une politique de l'eau

A la suite du séminaire franco-indien consacré à la gestion de l'eau par bassin hydrographique qui s'est tenu à New Delhi du 12 au 15 décembre 1994, un programme pour la mise en oeuvre d'une gestion intégrée des ressources en eau en Inde a été élaboré et proposé pour son inscription au protocole franco-indien 1995.

Quatre thèmes principaux sont apparus comme sujets potentiels de coopération :

1. l'organisation institutionnelle à l'échelle de bassins versants pilotes,
2. la formation aux métiers de l'eau,
3. les réseaux de mesures et les banques de données,
4. la pollution industrielle.

L'année 1995 constitue une période transitoire avec un double objectif: préparer le protocole et lancer les premières actions sur les thèmes prioritaires. Une mission préparatoire en Inde de MM. TALEC et HAENER de l'OIEau s'est déroulée du 29 mai au 9 juin 1995 afin d'examiner les points suivants :

- aspects institutionnels : une première analyse de la situation et la mise en place d'une commission mixte de pilotage franco-indienne. L'objectif prioritaire de la Commission sera de sélectionner un bassin-pilote et ensuite d'établir un programme d'appui et de progression dans la structure institutionnelle du pays,
- banque de données : analyse de la situation actuelle au niveau central et identification des objectifs à atteindre dans le cadre de la création d'observatoires de bassin (systèmes d'information sur l'eau) concernant le bassin pilote et éventuellement 2 autres bassins versants indiens,
- formation : identification des besoins prioritaires en formation professionnelle dans le secteur de l'eau.

CORÉE : PRÉSENTATION DU SYSTÈME FRANÇAIS DE GESTION DE L'EAU

Une commission de 35 responsables de la gestion de l'eau en Corée, notamment dans le secteur des services municipaux, a été reçue le 15 juillet 1995 au Service des Relations Internationales du Ministère de l'Environnement à Paris par Mme VERBRUGGE, Responsable du secteur "Asie". M. NICOLAZO, de la Direction de l'Eau a présenté l'organisation administrative française du secteur de l'eau et M. DONZIER, de l'OIEau, les modalités de gestion des services municipaux de l'eau potable et de l'assainissement.

Les visiteurs coréens ont été particulièrement intéressés par la gestion déléguée aux entreprises privées, le prix de l'eau et la tarification, la recherche de fuites sur les réseaux et la formation du personnel.



VÉNÉZUELA

ICLAM - Pour une gestion intégrée du bassin du Lac de Maracaibo

A l'invitation du Dr. HERRERA, Président de l'Institut pour la Conservation du Lac de Maracaibo (ICLAM), M. DONZIER s'est rendu au Vénézuela du 29 mars au 3 avril 1995, afin de participer à une conférence sur les moyens et structures à mettre en oeuvre pour améliorer la protection de l'environnement et la qualité des eaux dans le bassin du Lac de Maracaibo.

Cette conférence qui réunissait autour de l'équipe de direction de l'ICLAM des experts vénézuéliens du droit de l'environnement et de la gestion par bassin, et des consultants spécialisés d'Amérique su Sud, a permis d'analyser les possibilités juridiques prévues dans le décret de création de l'ICLAM qui fixe ses compétences et missions et de définir les grands axes d'un plan d'actions pluriannuelles coordonnées, en liaison éventuelle avec les autorités colombiennes, pour le haut bassin de l'ouest.

Outre l'intérêt de recherches sur le fonctionnement hydraulique et biologique du lac et de ses affluents, les réflexions ont notamment mis en évidence la nécessité pour l'ICLAM de pouvoir organiser une banque d'information réunissant et synthétisant de façon harmonieuse les données disponibles sur les différents paramètres décrivant l'état de l'environnement et notamment des ressources en eau avec les usages et les rejets.

L'idée également d'élaborer un "livre blanc" sur le bassin versant, débouchant sur la définition des programmes pluriannuels d'interventions à engager en priorité a été esquissée.

Durant son voyage au Vénézuela, M. DONZIER a également pu rencontrer Son Excellence l'Ambassadeur de France à Caracas et ses principaux collaborateurs pour faire le point de la coopération franco-vénézuélienne dans le domaine de l'eau et, entre autre, du projet d'organisation du bassin du Lac de Valencia, conduit par l'Agence D.B.E., sur financement communautaire.

Une entrevue avec le Président Directeur Général d'HYDROVEN a permis d'évoquer les possibilités de formation pour les employés des services municipaux de l'eau potable.

BRÉSIL

Session de formation sur la gestion de l'eau par bassin hydrographique

Un cours sur la gestion des eaux continentales a été organisé à Rio de Janeiro, du 30 janvier au 10 février 1995 conjointement par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), l'Institut ACQUA (Brésil) et l'Office International de l'Eau, avec le soutien du Ministère brésilien de l'Environnement, des Ressources en Eau et de l'Amazonie Légale, du Ministère français de l'Environnement et des Agences françaises de l'Eau.

Il a rassemblé 23 participants de l'Administration centrale et de la plupart des Etats brésiliens concernés : Bahia, Ceará, Espirito Santo, Goias, Minas Gerais, Parana, Pernambuco, Rio de Janeiro, Rio Grande do Sul, Santa Caterina and São Paulo.

Cette session a permis une large prise de conscience de l'intérêt de l'approche intégrée de la gestion de l'eau par bassin hydrographique et, notamment, de la possibilité d'appliquer au Brésil les principes "usager-payeur" et "pollueur-payeur".

ENVIROTHECH' 95 Rio de Janeiro

M. TALEC, Responsable de la Division bassins versants de l'OIEau, a été invité à participer au Forum et à la Table Ronde sur la Dépollution des Baies et des Fleuves qui se sont tenus lors de l'exposition Envirotech' 95 du 19 au 23 juin 1995 où trente pays étaient représentés.

Vers une coopération avec l'Etat du Ceará

Suite aux entretiens entre M. MACEDO, Secrétaire d'Etat pour les Ressources Hydriques, et M. DONZIER à l'OIEau en octobre 1994, M. Francisco Ariosto HOLANDA, Secrétaire d'Etat pour la Science et la Technologie du Gouvernement de l'Etat de CEARÁ à Fortaleza, a demandé à l'Office d'organiser du 14 au 23 août 1995 le stage en France de Mme BARREIRA-UCHOA, Conseiller pour la formation professionnelle, afin de déterminer les termes de référence d'un programme de coopération entre la France et son pays pour la formation aux métiers de l'eau.

MEXIQUE

Formation des cadres de la Comisión Nacional del Agua (CNA)

Dans le cadre de la coopération qui s'est développée depuis plusieurs années avec le Mexique, 13 cadres mexicains de la CNA, futurs responsables des "Agences de l'Eau" mexicaines, en cours de création, sont en formation en France sur le thème de la gestion de l'eau par bassin hydrographique.

Ils sont accueillis pour une durée de 13 mois à l'Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat (ENTPE). L'Office International de l'Eau leur a dispensé une formation spécifique d'une semaine sur la gestion par bassin versant.

Cette session a été animée par M. BERNARD avec la participation de plusieurs spécialistes de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse (MM. LASCOMBE, GAUTHIER et BOUFFARD) et du Ministère français de l'Environnement (M. SIRONNEAU).

Depuis le mois de juin 95, dix de ces cadres effectuent un stage "d'immersion" de 3 mois dans les 6 Agences françaises de l'Eau.

L'ensemble de cette opération se déroule sur financements mexicains.





ALGÉRIE

Projet "Protection de la Mitidja contre la pollution"

Ce projet, financé par le Ministère français des Affaires Etrangères, vise à mettre en oeuvre un programme de surveillance et de protection des eaux de la plaine de la Mitidja qui alimente la ville d'Alger.

La convention initiale prévoit les lignes d'action suivantes :

- organisation des réseaux de mesure,
- surveillance de la qualité des oueds,
- définition d'un protocole de surveillance de la qualité des eaux du barrage alimentant Alger sous l'angle de l'eutrophisation,
- optimisation du réseau qualité des aquifères souterrains,
- élaboration d'un document d'orientation pour la gestion de la Mitidja : objectifs de qualité.

Les activités du projet ont démarré au cours du deuxième semestre 1994 et ont d'ores et déjà permis l'achat de matériels et l'organisation de stages de formation et de recherche.

Volet formation :

- 10 - 25 novembre 1994 : indices biotiques et indice d'eutrophisation ; étude de la macro-faune invertébrée (Université de Toulouse).
- 14 - 25 novembre 1994 : analyse des hydrocarbures et pesticides par chromatographie en phase liquide ou gazeuse à la SAGEP.
- 5 - 16 décembre 1994 : étude des moyens préventifs : pollutions accidentelles par les hydrocarbures (SAGEP).
- 5 - 16 décembre 1994 : système de concentration de micro-polluants : traitement statistique des données (SAGEP).
- 20 mars - 1er avril 1995 : analyse des hydrocarbures par chromatographie en phase gazeuse (SAGEP).

Volet recherche :

- 21 novembre - 16 décembre 1994 : modélisation mathématique des eaux souterraines du bassin de la Mitidja (Société GEOLAB - Sophia Antipolis).

Institut National de Perfectionnement de l'Equipement

L'Institut National de Perfectionnement de l'Equipement (INPE) de Rouiba en Algérie et l'Office ont signé un accord de coopération sous les auspices de l'Ambassade de France en Algérie.

Cet accord de coopération porte sur le développement conjoint des activités de perfectionnement des cadres du Ministère de l'Equipement et de l'Aménagement du Territoire, dans le domaine de l'eau pour 1995 et 1996.

Des sessions de formation seront organisées en France et en Algérie sur diverses thématiques telles que :

- l'alimentation en eau potable,
- l'assainissement des agglomérations,
- l'évaluation des projets,
- ou l'ingénierie pédagogique.

Ces formations seront complétées par des échanges entre le Centre Documentaire de l'INPE et la Direction de la Documentation de l'Office, par la fourniture de kits pédagogiques pour les formateurs de l'INPE et enfin, par une assistance à l'acquisition d'outils et de supports pédagogiques (bancs didactiques, pilotes de traitement des eaux, équipements industriels).

D'ores et déjà, une formation de deux semaines pour dix cadres de l'Equipement a été organisée à Limoges du 18 au 29 septembre sur le thème de l'assainissement des agglomérations.

Un second stage est programmé du 20 au 30 novembre prochain sur l'alimentation en eau potable des agglomérations, de même qu'une mission à Limoges des responsables de la documentation de l'INPE, également au mois de Novembre.

GRÈCE

Formation d'ingénieurs grecs à l'exploitation de stations d'épuration

La Grèce a lancé un important programme de construction de stations d'épuration pour se rapprocher des normes édictées par l'Union Européenne.

A la demande de l'Agence Hellénique pour le Développement Local et les Gouvernements Locaux (EETAA), l'Office International de l'Eau a organisé un stage de formation à l'exploitation et à la gestion de stations d'épuration des eaux usées qui s'est déroulé à Sophia Antipolis et à Limoges du 18 au 24 Novembre 1994 et a permis de former 10 ingénieurs, futurs responsables de stations d'épuration dans différentes régions de Grèce.

MAROC

Contacts avec les administrations marocaines

M. MANCEL, Directeur de la Coopération Internationale de l'OIEau, s'est rendu au Maroc courant mars 1995 pour faire le point sur l'avancement de différents dossiers proposés au financement de la coopération française, parmi lesquels :

- pollutions industrielles, dont les tanneries sur la zone de Fez,
- audit du Schéma Directeur National d'Assainissement en appui à la Direction de l'Eau et de l'Assainissement du Ministère de l'Intérieur,
- formations des élus et techniciens municipaux, à réaliser en liaison avec l'ONEP, sur l'eau potable et l'assainissement.

Agences de Bassin

Suite à une demande exprimée par le Ministère marocain des Travaux Publics, trois hauts responsables sont venus en France du 19 au 23 juin 1995 afin d'approfondir leur connaissance des Agences de l'Eau :

- M. Mustapha MOUDDEN, Ingénieur Général, membre du Conseil Général de l'Equipement,

- M. Noureddine BOUTAYEB, Ingénieur en Chef, Inspecteur Général du Ministère,

- M. Mokhtar BZIOUI, Ingénieur en Chef, Directeur de la Recherche et de la Planification de l'Eau à la Direction Générale de l'Hydraulique.

L'Ambassade de France a chargé l'Office International de l' Eau d'organiser ce voyage d'études. Les experts ont été accueillis par les Agences Adour-Garonne, Seine-Normandie, Rhône-Méditerranée-Corse ainsi que par le Ministère de l'Environnement, le Ministère des Affaires Etrangères et l'Organisation Interdépartementale des Barrages-Réservoirs de la Seine.

TURQUIE

Un colloque a été organisé par l'Office International de l'Eau les 4, 5 et 6 septembre 1995 à Ankara sur le thème de la gestion des ressources en eau par bassin versant à l'initiative conjointe des Ministères français et turc de l'Environnement avec l'appui de l'Ambassade de France à Ankara.

Les autorité turques souhaitent vivement profiter de l'expérience française des Agences de l'Eau. La session, qui a réuni plus de 100 participants représentant 28 organismes turcs concernés et a été honorée de la présence du Ministre turc de l'Environnement, a permis d'envisager les axes prioritaires d'un programme de coopération durable avec ce pays.

ÉGYPTE

Formation à la recherche de fuites pour le réseau d'alimentation en eau potable du Caire

Dans le cadre d'un contrat passé entre le bureau d'études SEURECA et l'Egypte, l'OIEau s'est vu confier la formation de 5 Ingénieurs chargés de la Distribution de l'Eau du Caire, sur le thème "Recherche de fuites".

Les formateurs ont procédé à des rappels sur le comptage, le diagnostic de réseaux. Des travaux pratiques en vraie grandeur sur le réseau pilote enterré de recherche de fuites du Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau à Limoges ont permis aux stagiaires de découvrir les matériels utilisés en France et d'acquérir le savoir-faire nécessaire à la maîtrise de ces problèmes en Egypte.

Ce réseau pilote de formation pour la recherche de fuites est un outil nouvellement créé par l'Office International de l'Eau. Grâce à un ensemble enterré de 350 m de tuyaux de toute nature et d'une vingtaine de vannes, les formateurs peuvent placer les stagiaires en situation réelle et travailler avec eux à la recherche des canalisations, à la quantification des fuites, à l'isolement des tronçons fuyards et finalement à la localisation des fuites (fuites réelles qui existent sur notre réseau et que les stagiaires doivent retrouver).

PORTUGAL

Conférence internationale sur les dimensions institutionnelles de la gestion des ressources en eau

M. LE LOURD de l'OIEau a assisté du 10 au 12 juillet 1995 à Lisbonne à cette conférence au cours de laquelle ont été présentés les résultats du projet de recherche européen EUROWATER.

Ce projet qui a 2 ans, vise à mieux comprendre le cadre institutionnel de la gestion de l'eau en Europe, son évolution et ses perspectives. Sous la conduite de l'Instituto Superior Técnico (Portugal), il a réuni quatre autres partenaires : le Laboratoire Technique de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées (France), l'Institut für Europaïsche Umweltpolitik (Allemagne), le River Basin Administration Centre de l'Université Technique de Delft (Pays-Bas) et le Water Research Centre (Royaume-Uni)

La conférence a aussi permis d'élargir le débat à la comparaison des approches de l'Union Européenne et des Etats-Unis. L'ensemble des communications constitue une véritable somme de documentation de référence disponible sur EAUDOC.

PROCESSUS DE PAIX AU PROCHE-ORIENT

Formation de 13 responsables des services des eaux

Dans le cadre du processus de paix au Proche-Orient, l'Office International de l'Eau, à la demande des Ambassades de France en Jordanie, Egypte et Israël, ainsi que du Consulat Général de France à Jerusalem, a organisé sur ses sites de Limoges, La Souterraine et Paris, une formation de deux semaines, du 13 au 24 mars derniers sur le thème de la réhabilitation des systèmes de distribution d'eau des municipalités.

Treize participants : 5 Palestiniens, 2 Israéliens, 4 Jordaniens, 2 Egyptiens, ont suivi ce cursus, au cours duquel ils ont pu découvrir "the French way of operating" des services d'eau.

Ils ont rencontré des exploitants (SAGEP usine d'Ivry, Lyonnaise des Eaux usine de Morsang, Eau&Force usine du Mont-Valérien) et des représentants de l'industrie française (Sociétés FORACO, KSB, ETERNIT) et de bureaux d'études (SAFEGE et LYSA).

Gageons que cette opération soit la première d'un cycle de perfectionnement des exploitants de cette région où une gestion appropriée des ressources en eau est une première nécessité.

De très nombreux besoins restent en effet à couvrir et la gestion des aquifères ou l'exploitation des systèmes d'assainissement ne sont pas le moindre des problèmes de tous les Pays du Proche-Orient.

Création d'un comité de pilotage des activités "bases de données" du Groupe de Travail Multilatéral sur les Ressources en Eau

Le Groupe de Travail sur les Ressources en Eau a engagé une réflexion visant à développer la coopération régionale à moyen et à long terme par l'amélioration de la connaissance des ressources en eau communes à la région.

Sur la base de plusieurs missions et ateliers, un plan d'action dénommé "Middle East Water Data Bank Implementation Plan" a été développé, en concertation avec les parties concernées, par les Etats-Unis,l'Union Européenne, la France et le Canada.

La recommandation n° 1 de ce plan (approuvé au cours de la réunion d'Athènes - 7/9 novembre 1994) portait sur la mise en place d'un comité de pilotage.

Les termes de références de ce comité dénommé "EXACT" (EXecutive ACtion Team) ont été définis au cours d'une réunion qui s'est tenue en Jordanie du 22 au 24 janvier 1995 et à laquelle ont participé les représentants :

- des trois parties impliquées : Israël, Territoires Occupés ou Autonomes, Jordanie,

- des bailleurs de fonds principaux : Etats-Unis, Union Européenne, France, Canada.

Le Ministère français des Affaires Etrangères était représenté par M. OSPITAL, expert du service culturel de l'Ambassade de France en Jordanie, et M. HAENER, chef de projet à l'OIEau.

Cette mission a également été mise à profit par l'OIEau pour commencer à identifier, à la demande de la DREE (Direction des Relations Economiques Extérieures du Ministère français de l'Economie), les projets qui pourraient être financés sur protocole dans le cadre de ce "Middle East Water Data Bank Implementation Plan".

Réunion du Groupe Multilatéral sur les Ressources en Eau

Ce groupe s'est à nouveau réuni à Amman du 18 au 22 juin 1995, mais cette fois-ci en formation conjointe avec le groupe de travail "Environnement". M. LECOMTE de l'OIEau faisait partie de la délégation française. Les discussions ont porté sur :

- l'amélioration de la disponibilité des données sur l'eau,
- les pratiques de gestion et de conservation de l'eau,
- l'amélioration de la distribution d'eau,
- les concepts de la gestion de l'eau et de la coopération au niveau régional.

Le volet "Formation", auquel l'OIEau a apporté sa contribution, avance normalement.

Le Comité de pilotage EXACT réuni à l'occasion a pris acte des participations financières de l'Union Européenne à une dizaine d'études identifiées lors de la précédente réunion autorisant une avance concrète dans la mise en place des banques de données sur l'eau au Proche-Orient.

IRAN

Lancement d'un programme de coopération sur la gestion des ressources en eau

Pour faire suite au séminaire franco-iranien d'octobre 1993 et des différentes visites effectuées l'an dernier par les responsables iraniens et français, deux premiers projets, l'un sur la maîtrise de l'érosion avec le CIRAD, l'autre sur l'évaluation des ressources en eau du manteau neigeux (EDF) sont en cours d'engagement à l'échelle de bassins versants expérimentaux.

M. Philippe LE LOURD, en tant que coordinateur des programmes à l'OIEau, s'est rendu à Téhéran à l'invitation du Ministère iranien de l'Energie du 29 Juin au 9 Juillet 1995 pour concrétiser avec l'appui de l'Ambassade de France, l'engagement des projets de cette coopération, prospecter de nouveaux champs d'action et préparer la programmation des actions correspondantes pour 1996. Outre les contacts avec les chefs de projet iraniens, il a rencontré M. AFSHAR, Directeur du TAMAB et M. MANOUTCHERI, Vice Ministre chargé de l'eau potable et de l'assainissement. Ce dernier a fait état de ses préoccupations sur la qualité des eaux et du besoin de renforcer les structures nationales et la formation des hommes dans ce secteur.

La télévision iranienne, dans le cadre de la coopération entre les 2 pays, prépare une émission grand public présentant pour la première fois la gestion de l'eau en France.

LIBAN

Programme de formation

La formation s'est révélée comme l'une des plus importantes priorités identifiées par l'audit de la Lyonnaise des Eaux en mars 1994 auprès des Offices des Eaux libanais.

Dans le but de concevoir et d'arrêter un programme prioritaire de formation à court terme pour 1995, et d'examiner les solutions pour le moyen terme dont notamment la création d'un centre de formation aux métiers de l'eau au Liban, une mission conjointe Lyonnaise des Eaux (Mlle VIGIER)/Office International de l'Eau (M. MANCEL) s'est rendue à Beyrouth fin janvier 1995 pour contacter le Ministère des Ressources Hydrauliques et de l'Energie (MRHE), les Offices des Eaux, l'Ecole Supérieure d'Ingénieurs de Beyrouth, l'Ambassade de France en liaison avec la mission d'assistance technique de la Lyonnaise des Eaux.

La première phase de ce programme réalisée à Beyrouth du 25 au 28 avril 1995 sous la forme d'un séminaire de sensibilisation des Directeurs des Offices des Eaux avait pour objectif de présenter l'ensemble des domaines techniques, administratifs et financiers nécessaires à la bonne marche d'un Office. Ce séminaire ouvert par le Ministre des Ressources Hydrauliques et de l'Energie et animé conjointement par la Lyonnaise des Eaux et l'OIEau, a permis la formulation d'un certain nombre de recommandations portant à la fois sur les relations Tutelle-Office mais également sur la gestion interne des Offices des Eaux Libanais (ex: qualité de l'eau, gestion de la clientèle).

Le Centre d'Information et de Documentation du Ministère de l'Environnement

L'Office International de l'Eau a été chargé par le Ministère français de l'Environnement d'apporter son assistance au démarrage du Centre d'Information et de Documentation du Ministère libanais de l'Environnement.

Cette action s'est traduite par l'acquisition d'ouvrages de langue française sur le thème de l'eau, la fourniture d'outils informatiques de gestion du Centre et la formation des personnels concernés : documentaliste et ingénieurs du Ministère.

Une mission complémentaire a été réalisée par Gilles NEVEU et May ABIRACHED à Beyrouth pour évaluer les axes de développement du Centre à privilégier dans le contexte Libanais : public et besoins visés, relations avec les autres Administrations et les Universités, création de réseaux nationaux et internationaux d'échanges d'information, ...

L'avez-vous remarqué ?

Et oui, c'est fait, l'Office International de l'Eau vient de lancer son logo ; après 4 ans d'existence, il était grand temps !



Qu'est-ce qu'il représente ? Certains diront une plage avec une petite île, d'autres une cascade, certains y verront un homme qui s'élance.

Office International de l'Eau

Nous, nous souhaitons évoquer "L'HOMME ET L'EAU", car notre mission, en France comme à l'étranger, est d'abord d'aider au développement des compétences et à la valorisation des ressources humaines pour mieux gérer les ressources en eau.

Ce logo a été créé par l'Agence STAND BY ME / THE BRAND COMPANY.

Nous espérons que tous nos partenaires pourront, grâce à lui, encore mieux nous reconnaître.

Directeurs de la Publication
J.F. Donzier - G. Neveu - J. Mancel

Publicité - PAO - Maquette
Eau & Développement international - Limoges

Impression
G.D.S. Imprimeurs - Limoges

Office International de l'Eau
International Office for Water
Oficina Internacional del Agua
Internationales Wasseramt

Direction Générale
21, rue de Madrid - 75008 PARIS
Tél : 33 / (1) 44.90.88.60 - Fax : 33 / (1) 40.08.01.45
E-Mail : oieau-dg@worldnet.net

Formation et Etudes
Documentation et Données
Rue Edouard Chamberland - 87065 LIMOGES CEDEX
Tél : 33 / 55.11.47.70 - Fax : 33 / 55.77.71.15
E-Mail : oieau@world-net.sct.fr

Coopération Internationale
BP 75 - 06902 SOPHIA-ANTIPOLIS
Tél : 33 / 92.94.58.00 - Fax : 33 / 93.65.44.02
E-Mail : oieau-dci@worldnet.net

36 17 EAUDOC (2,23 F/min)

N° ISSN : 0769 - 1995D

L'Office International de l'Eau s'associe à la Fondation Pour la Nature et l'Homme pour identifier des sites de visites scolaires

Dans le cadre d'une publication sur les Eaux Continentales destinée aux jeunes, la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme cherche à recenser les sites visitables en relation avec ce thème (usine de traitement, bassin de décantation, grand réservoir, barrage, glacier, grottes, canaux, usine d'eau minérale, laboratoire de qualité des eaux, station thermale, réaménagement de cours d'eau, périmètre de protection exemplaire, ...). Participez à ce recensement en nous renvoyant le questionnaire ci-dessous dûment rempli pour le 30/11/95.
Nous vous remercions de votre collaboration et ne manquerons pas de vous tenir au courant des suites données à cette opération.

Titre du site à visiter : . . . .
Organisme ou entreprise d'accueil
(nom, adresse, code postal, téléphone, fax) : . . . .
. . . .

Service ou personne à contacter pour la visite
(nom, adresse, code postal, téléphone, fax) : . . . .
. . . .

Mots-clefs (2 à 3 mots représentatifs du site) : . . . .
. . . .

Type de visite : ❐ Scientifique ❐ Technologique ❐ Artisanale
Descriptif de la visite (merci d'écrire le plus lisiblement possible) : . . . .
. . . .
. . . .

Que visite-t-on ? (spécificités, curiosités) : . . . .
. . . .

Comment ? (visite extérieure, audiovisuel de présentation, intervenants) :
. . . .

Durée de la visite : . . . .
Intérêt pédagogique : . . . .
Thème dominant : . . . .
Type de message (Technique, Scientifique, Economique, Historique) :
. . . .

Pour préparer ou approfondir la visite, avez-vous des outils spécifiques ? ❐ oui ❐ non
Si oui, lesquels et quelles sont les conditions de mise à disposition ?
. . . .

Conditions de visite : ❐ payante ❐ gratuite ❐ avec rendez-vous
❐ sans rendez-vous ❐ avec rendez-vous pour les groupes
❐ avec guide intervenant ❐ sans guide intervenant
❐ autres . . . .
Tranches d'âges concernées : ❐ 7-11ans ❐ 12-15 ans
❐ à partir de 16 ans
Modalités à respecter : . . . .
Taille maximum des groupes : . . . .
Nombre d'encadrant(s) accompagnant le groupe : . . . .
Envoi d'une liste des visiteurs avant l'arrivée du groupe :
❐ oui ❐ non
Envoi d'une confirmation écrite de demande de visite :
❐ oui ❐ non
Jours préconisés : . . . .
Jours à éviter ou de fermeture : . . . .
Tenue vestimentaire spéciale : . . . .
Autres (à préciser) : . . . .

Questionnaire à photocopier et à retourner à :

Fondation Nicolas Hulot
pour la Nature et l'Homme
52, boulevard Malesherbes - 75008 Paris
Tél : 44 90 83 00 - Fax : 44 90 83 19